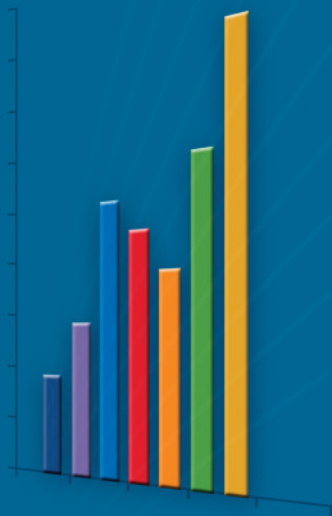


INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Rapport annuel de gestion
2010-2011



Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

BUREAU DE QUÉBEC

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2401 ou 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

>> Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

BUREAU DE MONTRÉAL

Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3B 4J8

La forme masculine utilisée dans ce document désigne tout aussi bien les femmes que les hommes.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3^e trimestre 2011
ISBN : 978-2-550-62816-3 (version imprimée)
ISBN : 978-2-550-62817-0 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2011

Tous droits réservés pour tous les pays.

Septembre 2011

Crédits des photographies

p.7 : © iStockphoto.com/francisblack
p.11 : © iStockphoto.com/LajosRepasi
p.15 : © iStockphoto.com/blackred
p.35 : © iStockphoto.com/Andrejs Zemdega
p.49 : © iStockphoto.com/urbancow
p.53 : © iStockphoto.com/Yuri Arcurs
p.61 : © iStockphoto.com/Lubomir Jendrol
p.93 : © iStockphoto.com/Dmitry Mordolff

Pochette : Organigramme au 31 mars 2011 :
© iStockphoto.com/TommL
Sommaire des résultats liés
au Plan stratégique 2009-2014 :
© iStockphoto.com/Alex Nikada

Québec, le 28 juillet 2011

Monsieur Jacques Chagnon
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,



J'ai l'honneur de vous présenter, conformément à l'article 33 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec*, le Rapport annuel de gestion de cet organisme pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 2011.

Ce rapport rend compte des réalisations et des résultats de l'équipe de l'Institut en lien avec son plan stratégique et son plan d'action de développement durable. Il est structuré de manière à permettre de mesurer l'atteinte des objectifs établis conformément aux diverses exigences de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec*. Il contient également de nombreux renseignements d'intérêt public qui aident à mieux connaître l'organisation.

Je profite de l'occasion pour remercier tout le personnel de l'organisation pour sa contribution à l'avancement de l'information statistique pour et sur le Québec.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre des Finances,

A handwritten signature in blue ink, reading "Raymond Bachand".

Raymond Bachand

Québec, le 30 juin 2011

Monsieur Raymond Bachand
Ministre des Finances
Édifice Gérard-D.-Lévesque
12, rue Saint-Louis, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 5L3

Monsieur le Ministre,



C'est avec fierté que je vous fais parvenir le Rapport annuel de gestion de l'Institut de la statistique du Québec pour l'exercice financier qui a pris fin le 31 mars 2011.

Ce rapport présente les réalisations de l'Institut au cours de l'exercice 2010-2011 en fonction du Plan stratégique 2009-2014, du Plan d'action de développement durable 2008-2013 et de la Déclaration de services aux citoyens. Ce rapport fait état de l'utilisation des ressources et rend compte des exigences législatives et gouvernementales.

Au nom de l'Institut, je réitère notre engagement à demeurer une organisation performante et résolument axée sur la qualité de l'information statistique produite pour le Québec. Je profite aussi de l'occasion pour exprimer toute ma gratitude envers la population pour la confiance qu'elle nous manifeste à cet égard.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur général,

A handwritten signature in blue ink, reading "Stéphane Mercier".

Stéphane Mercier

DÉCLARATION ATTESTANT LA FIABILITÉ

Le Rapport annuel de gestion 2010-2011 de l'Institut de la statistique du Québec présente fidèlement la mission et la vision de l'organisme.

Ce rapport expose les orientations, les objectifs, les indicateurs ainsi que les résultats du Plan stratégique 2009-2014 et de la Déclaration de services aux citoyens. Il comprend également une description de l'utilisation des ressources au sein de l'Institut.

À notre connaissance, les données contenues dans le présent Rapport annuel de gestion ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2011.

Les données financières ont été vérifiées par le Vérificateur général du Québec.



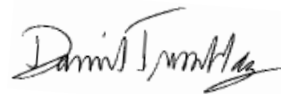
Stéphane Mercier
Directeur général



Nicole Lemieux
Directrice générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques
Directrice générale adjointe aux services à la production statistique par intérim



Marie-José Péan
Secrétaire
Directrice générale adjointe à la coordination institutionnelle



Daniel Tremblay
Directeur général adjoint aux statistiques et à l'analyse sociales

07

11

15

35

49

53

61

93

PARTIE 1	PRÉSENTATION DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
PARTIE 2	BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS 2010-2011
PARTIE 3	RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014
PARTIE 4	RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2008-2013
PARTIE 5	RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS
PARTIE 6	UTILISATION DES RESSOURCES
PARTIE 7	EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES
62	Accès aux documents et protection des renseignements personnels
63	Programme d'accès à l'égalité en emploi
69	Allègement réglementaire et administratif
70	Éthique
71	Changements climatiques
72	Application de la politique linguistique
73	Politique de financement des services publics
74	Règles pour les bonis au rendement
75	Rapport du Vérificateur général et états financiers
90	Liste des enquêtes statistiques
ANNEXES	
94	Annexe 1 – Liste des publications
98	Annexe 2 – Liste des articles parus dans les périodiques de l'Institut de la statistique du Québec
POCHETTE	SOMMAIRE DES RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014 ORGANIGRAMME AU 31 MARS 2011

BCDD	Bureau de coordination du développement durable
BDSO	Banque de données des statistiques officielles sur le Québec
CCSI	Comité de la confidentialité et de la sécurité de l'information
CEC	Comité d'examen confidentialité
CID	Centre d'information et de documentation
CIDD	Comité interministériel du développement durable
ELDEQ	Étude longitudinale du développement des enfants du Québec
EPSEBE	Environnement pour la promotion de la santé et du bien-être
EQSJS	Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire
EQSP	Enquête québécoise sur la santé de la population
ERG	Enquête sur la rémunération globale
ETC	Équivalent temps complet
ISQ	Institut de la statistique du Québec
MAMROT	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
OCCQ	Observatoire de la culture et des communications du Québec
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PDEIPH	Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées
R-D	Recherche et développement
RADPRP	Responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels
RI	Ressources informationnelles
RVIPP	Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques
SAGIR	Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources
SCT	Secrétariat du Conseil du trésor
SIQ	Société immobilière du Québec
TI	Technologies de l'information





01



PRÉSENTATION DE
L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

MISSION

L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise.

Pour réaliser cette mission, l'Institut favorise, selon leurs besoins, la coordination des activités statistiques des ministères et organismes québécois. Il collabore avec diverses instances et agences statistiques. L'Institut assume également la responsabilité de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. De plus, il offre des services de nature scientifique ou technique, notamment à l'intention de la gouverne et de la recherche. Il facilite l'utilisation des statistiques produites afin d'en maximiser l'exploitation dans le respect de la confidentialité.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Pour s'acquitter de ses responsabilités, le directeur général est assisté d'un secrétariat, de quatre directions générales adjointes, de douze directions et de trois services.

Les responsabilités des directions générales adjointes touchent les domaines des statistiques économiques et sociales, les services à la production statistique et la coordination institutionnelle. L'Institut est à revoir l'encadrement des grands projets ainsi que le Bureau de projets chargé d'intervenir dans les projets stratégiques.

Enfin, le directeur général peut compter sur un Comité d'éthique¹ formé principalement d'experts externes, qui émettent des recommandations fondées sur des principes reconnus en matière d'éthique dans le respect des participants aux différentes enquêtes.

L'organigramme de l'Institut en vigueur au 31 mars 2011 est présenté dans la pochette à la fin du document.

VISION



AU CŒUR DE VOTRE RÉFLEXION, EN APPUI À VOS DÉCISIONS,
NOTRE LEADERSHIP, NOTRE EXPERTISE, NOTRE CONTRIBUTION
À L'AVANCEMENT DU QUÉBEC.

1. Le sommaire des réalisations du Comité d'éthique est présenté à la partie 7, Exigences législatives et gouvernementales.

OFFRE DE SERVICE

Organisme de haut savoir grâce à la compétence et à l'engagement de ses employés, l'Institut offre son expertise en matière d'information statistique, régionalisée le cas échéant, et couvrant, entre autres, les domaines suivants :

- > Culture et communications
- > Démographie et données sociales
- > Développement durable
- > Économie et finances
- > Régions
- > Investissements
- > Santé, éducation et bien-être
- > Travail et rémunération

L'Institut offre des services de nature scientifique et technique : enquêtes, études et analyses, travaux méthodologiques et traitement de données, collecte de renseignements et études d'impact économique.

L'exploitation de fichiers d'enquête et administratifs à des fins statistiques fait également partie des services offerts par l'Institut en soutien à la gouverne et à la recherche.

CLIENTÈLE ET PARTENAIRES

L'Institut dessert la population québécoise dans son ensemble. L'administration publique constitue toutefois la plus grande portion de sa clientèle.

L'Institut met également ses services à la disposition des organismes parapublics des milieux de la santé et de l'enseignement, des centres de recherche, des entreprises privées, des organisations syndicales, patronales ou du milieu associatif, ainsi que des agences statistiques du Canada ou d'autres pays.

Tout en demeurant le lieu privilégié de la production et de la diffusion de l'information statistique sur le Québec, l'Institut bâtit des partenariats constructifs pour le Québec, dans une perspective de collaboration et de complémentarité. Ces partenaires contribuent à l'évolution de programmes statistiques adaptés aux besoins de la société québécoise.

L'Institut de la statistique du Québec représente officiellement le Québec au sein des conseils consultatifs fédéral-provincial-territorial. À ce titre, il agit comme porte-parole du Québec auprès de Statistique Canada en présentant les besoins statistiques de l'administration publique québécoise.

COMITÉS CONSULTATIFS

À l'écoute des besoins et des préoccupations de sa clientèle et désireux de permettre à ses partenaires de participer à l'établissement des priorités en lien avec les statistiques pour le Québec, l'Institut s'est doté de comités consultatifs sectoriels. Au total, 12 comités sont en place, dans les principaux domaines d'activité de l'Institut :

- > le Comité consultatif sur la science, la technologie et l'innovation;
- > le Comité consultatif sur les statistiques démographiques et sociales;
- > le Comité consultatif sur les statistiques du travail et de la rémunération;
- > le Comité de direction de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), y compris ses comités consultatifs :
 - sur les arts visuels, les métiers d'art et les arts médiatiques;
 - sur le cinéma, l'audiovisuel et la radiodiffusion;
 - sur le disque et les arts de la scène;
 - sur le livre, la littérature et les bibliothèques;
 - sur le multimédia;
 - sur le patrimoine, les institutions muséales et les archives;
 - sur les municipalités et les administrations locales;
 - sur la recherche universitaire.

A photograph of three business professionals in a meeting. Two men in dark blue suits are looking at a laptop, while a woman in a dark blue suit is writing on a clipboard. The image is partially obscured by a teal overlay on the left.

02



BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS 2010-2011

Cette section fait état des événements ou des réalisations qui ont marqué l'année 2010-2011 et qui méritent d'être mis en lumière en raison de l'importance qu'ils revêtent.

LE RECENSEMENT 2011

En juin 2010, le gouvernement fédéral décidait d'apporter des changements majeurs au Recensement 2011. Le questionnaire long et obligatoire a été abandonné et remplacé par l'*Enquête nationale auprès des ménages*, une enquête à caractère volontaire. Cette décision a été vivement contestée partout au Canada et particulièrement au Québec par les acteurs socioéconomiques et le milieu de la recherche. Les données du recensement soutiennent la gouverne de nombreuses politiques et stratégies gouvernementales.

Dans ce contexte, l'Institut a joué pleinement son rôle de coordonnateur statistique pour le Québec. Dans un premier temps, l'organisme a mené d'importantes consultations auprès des ministères et organismes afin de bien saisir les impacts anticipés des changements au Recensement 2011. Parallèlement, l'Institut entamait des discussions avec ses partenaires dans le but d'atténuer les conséquences de cette décision.

Ces actions permettent de mieux appréhender les impacts en matière de finances publiques, notamment, à l'égard de la péréquation et ceux portant sur les missions du gouvernement du Québec.

DES TRAVAUX ET DES RÉALISATIONS MARQUANTES

EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

- > L'Institut a publié en 2010-2011, un cahier de recherche sur les comptes de l'environnement selon l'approche par capitaux. Ce projet est le reflet de l'avancement des connaissances en matière de comptabilité environnementale à l'Institut et servira de référence pour l'établissement des comptes de l'environnement au Québec.

EN SANTÉ

- > L'Institut a poursuivi ses travaux dans le domaine de la santé. Le rapport de l'*Enquête québécoise sur la santé de la population* (EQSP) marque le retour des grandes enquêtes populationnelles de santé publique.
- > Dans le cadre des Journées annuelles de santé publique, l'Institut a organisé deux journées portant respectivement sur les données de l'EQSP et sur l'*Enquête québécoise sur la qualité des services de lutte contre le cancer*. L'affiche produite pour ce dernier événement a d'ailleurs reçu une mention d'excellence.

EN REGARD DES CONDITIONS DE VIE ET DU BIEN-ÊTRE

- > Les travaux de l'*Étude longitudinale du développement des enfants du Québec* (ELDEQ) ont franchi une nouvelle étape en amorçant la phase 3, qui correspond à la période de l'adolescence. Les enfants participant à cette étude représentative des naissances simples enregistrées au Québec en 1997-1998 fréquentent maintenant en très grande majorité la première année du secondaire. La 12^e collecte de données de cette importante étude a débuté en mars 2011 auprès des enfants et leurs familles, de même qu'auprès de leurs enseignants de français (ou d'anglais pour les anglophones) et de mathématiques.
- > L'Institut a réalisé l'*Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde*.
- > Les experts de l'Institut ont participé activement aux travaux du Comité directeur du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale. Ils ont contribué à la mesure de plusieurs indicateurs servant au suivi de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.

POUR L'ÉCONOMIE ET LES RÉGIONS

- > La diffusion des comptes économiques, du produit intérieur brut (PIB) par industrie, des exportations et importations, de l'investissement, autant de données essentielles et attendues en cette période mouvementée sur le plan économique.
- > En vue du renouvellement du Système canadien des comptes nationaux prévu en 2012, l'Institut a joué un rôle clé dans la mise en place du Système de statistiques de finances publiques. Cette collaboration tripartite; Statistique Canada, Contrôleur des finances et Institut de la statistique du Québec, consolide notre rôle en tant qu'interlocuteur privilégié de la statistique au Québec.
- > L'édition 2010 du *Panorama des régions du Québec* analyse, compare et illustre l'évolution économique et sociale récente des 17 régions administratives du Québec.
- > Les travaux de l'Institut ont amélioré la mesure du développement socioéconomique des municipalités en appui au Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées.
- > Les projections démographiques s'étendent maintenant aux municipalités, et ce, jusqu'en 2024.

- > L'Institut a produit un profil statistique comparé du secteur des sciences de la vie.
- > Pour la première fois, l'Institut a réalisé le recensement de plus de 29 000 entreprises agricoles.
- > L'Institut a publié, en juin 2010, un nouveau bulletin faisant le point sur l'évolution des revenus générés par les activités de fabrication des manufacturiers du Québec entre 2000 et 2009.

SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

- > L'Institut a été très présent auprès des intervenants du monde du travail. Dans le cadre des travaux de la Commission nationale sur la participation au marché du travail des travailleuses et travailleurs expérimentés de 55 ans et plus, les spécialistes de l'Institut ont produit des analyses en lien avec le marché du travail et la retraite.

DANS LE DOMAINE CULTUREL

- > Afin de souligner le 10^e anniversaire de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec de l'Institut (OCCQ), le Forum sur la diversité culturelle à l'ère du numérique a été tenu en octobre 2010. Cet événement a connu un franc succès. L'anniversaire de l'OCCQ a été marqué par la diffusion du livret *Dix ans d'observation de la culture*.
- > Soulignons un nombre inégalé de 14 bulletins statistiques culturels diffusés au cours de la dernière année et la publication de la monographie sur la *Balance commerciale québécoise de produits culturels*.

DE NOUVELLES ENTENTES

- > Plusieurs nouvelles ententes garantissent un approvisionnement à long terme de données, notamment dans les secteurs bioalimentaire et de la culture. Ces partenariats contribuent à l'enrichissement du patrimoine statistique.
- > L'utilisation de données administratives est également encadrée par des ententes spécifiques ouvrant des possibilités d'innovation pour des chercheurs québécois.

DE MEILLEURS OUTILS

- > L'Institut oriente son effort de diffusion vers des analyses brèves et accessibles ainsi que des capsules portant sur des sujets toujours d'actualité. La couverture médiatique importante reflète la pertinence de ces produits rédigés par les experts de l'Institut.
- > Sur le plan méthodologique, une nouvelle publication : *Document de principes sur la qualité dans les enquêtes*. De nombreux travaux assurent la qualité des enquêtes et des données.
- > Des méthodes de collecte innovantes contribuent à maintenir et à améliorer le taux de réponse aux différentes enquêtes menées par l'Institut.
- > L'équipe de gestion de l'Institut a engagé une réflexion devant mener à un nouveau plan de développement organisationnel et vers une plus grande efficacité dans l'optimisation des ressources.
- > La plateforme de services EPSEBE pour la promotion de la santé et du bien-être, un outil novateur, bénéficie d'une utilisation soutenue des chercheurs. En 2010-2011, les Services d'accès aux données ont contribué à une quinzaine de projets de recherche.

UNE RÉPUTATION ENVIABLE

- > Les présentations offertes par les experts de l'Institut demeurent toujours appréciées, tant au Québec que sur la scène internationale.
- > L'Institut a accueilli deux délégations étrangères, l'une du Maroc qui souhaite approfondir son expertise en matière d'enquêtes auprès des ménages, et une seconde de Chine intéressée par le contrôle du budget et l'évaluation de la performance dans les projets d'enquête.

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

Près de **500 employés** engagés à collecter, produire, analyser et diffuser des données pertinentes et de qualité sur le Québec.

Plus de **110 publications** et articles diffusés couvrant divers aspects de la société québécoise.

Près de **1 350 articles** de journaux et mentions à la radio, à la télévision ou sur le Web.

1,2 million de sessions de travail sur le site Web de l'Institut.

Plus de **750 consultations** de nos partenaires dans le but de soutenir le développement du système statistique québécois. Un rôle de plus en plus affirmé sur la scène canadienne avec la participation à de nombreux comités d'orientation fédéral-provincial-territorial.

150 intervieweurs qui ont mené **55** enquêtes et **450** opérations de collecte, auprès de **67 000** entreprises et **155 000** citoyens.

73 000 heures d'entrevues téléphoniques et en face à face.

70 présentations d'experts lors de grands événements à caractère scientifique au Québec, au Canada et sur la scène internationale.



03



RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE
2009-2014



Les résultats liés au Plan stratégique 2009-2014, dont la structure est exposée dans le tableau synoptique ci-contre, sont présentés en fonction de chacun des objectifs. Le Plan stratégique 2009-2014 compte 35 indicateurs dont deux demeurent sous évaluation. La majorité des indicateurs comportent des cibles.

NOTRE MISSION

L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise.

NOTRE VISION

Au cœur de votre réflexion, en appui à vos décisions : notre leadership, notre expertise, notre contribution à l'avancement du Québec.

ENJEUX

I	S	Q
Innovation pour un système statistique québécois intégré	Satisfaction des besoins de connaissance statistique pour l'épanouissement du Québec	Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATIONS

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles	Répondre efficacement à une demande caractérisée par la complexité et la diversité	Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources
--	--	--

AXES D'INTERVENTION

Promotion d'alliances stratégiques	Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires	Adéquation de notre offre de service	Utilisation de l'information statistique	Engagement des ressources humaines	Pratiques de gestion performante
Objectifs 1 et 2	Objectifs 3 et 4	Objectifs 5 et 6	Objectifs 7 et 8	Objectifs 9 à 11	Objectifs 12 et 13

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré



ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles



AXE D'INTERVENTION 1

Promotion d'alliances stratégiques



OBJECTIF 1

INTENSIFIER LES EFFORTS POUR
ANTICIPER LA CONNAISSANCE
STATISTIQUE NÉCESSAIRE
POUR LE QUÉBEC

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des tribunes pertinentes

10 tribunes

Nombre de participants aux consultations d'anticipation

772 organisations consultées

Nature des domaines de connaissance

13 nouveaux thèmes

Volume et nature des activités de veille et de recherche et développement

208 activités de veille
3 projets innovants

L'Institut participe aux instances gouvernementales au sein desquelles siègent des élus ou des hauts dirigeants de la fonction publique québécoise. L'Institut considère ces tribunes comme étant des lieux privilégiés permettant de saisir l'émergence de nouveaux besoins. En 2010-2011, la participation auprès des tribunes répondant à ces critères a permis de consolider et de développer de nouveaux partenariats.

- > L'année 2010-2011 a été particulièrement propice à ces échanges en raison des inquiétudes soulevées par les modifications au Recensement 2011 et à la programmation des enquêtes de Statistique Canada. Les représentants des ministères et des organismes ont participé aux rencontres tenues à l'été 2010 et à l'hiver 2011 à Québec et Montréal. En tout, plus de 100 organisations ont été impliquées dans ces forums de discussion.
- > Lors d'une rencontre, des élus municipaux et représentants du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) ont également fait part de leurs préoccupations à la suite des modifications apportées au Recensement 2011 par le gouvernement fédéral.

- > Le directeur général de l'Institut assure une présence régulière au Cercle de la haute fonction publique et au sein de plusieurs conseils ou comités réunissant des hauts dirigeants de la fonction publique québécoise.
- > Enfin, l'Institut joue un rôle proactif auprès des différentes instances liées à la démarche gouvernementale de développement durable.

L'Institut porte constamment attention aux besoins exprimés, par ses propres comités consultatifs, par les comités d'orientation de projets ou par les tables de travail et les comités directeurs ou scientifiques. Ainsi, l'Institut a consulté de multiples partenaires dans divers secteurs afin d'anticiper les besoins statistiques du Québec. Il s'agit d'une hausse importante par rapport à l'année précédente. Ce résultat indique une implication plus marquée de l'Institut auprès des acteurs des milieux concernés, notamment dans les domaines de la santé et de la culture. Cet effort se reflète dans le développement de projets novateurs.

En 2010-2011, les spécialistes de l'Institut ont poursuivi et initié des travaux novateurs qui enrichissent des champs de connaissance :

- > l'Institut travaille au développement d'un nouvel indicateur socio-économique pour les municipalités;
- > les projections démographiques s'étendent maintenant aux municipalités, et ce, jusqu'en 2024;
- > l'OCCQ innove en proposant un indicateur de développement culturel. Le capital social, les gestionnaires de la culture, les arts visuels et la danse ont fait l'objet de travaux inédits;
- > le développement durable demeure un domaine d'exploration. Les travaux sur les comptes de l'environnement se sont poursuivis en 2010-2011.

L'anticipation des tendances se traduit également par des activités de veille, de recherche et développement (R-D) qui jettent un meilleur éclairage sur différents enjeux de la société québécoise.

Ces activités de veille prennent diverses formes à l'Institut. La nature des activités de veille comprend la production de revues de la littérature, de dossiers de veille ou de publications ainsi que les participations à des conférences et colloques. Il faut mentionner que tous les professionnels réalisent une veille continue dans leur domaine particulier d'expertise pour une compréhension actuelle des enjeux.

Les activités de recherche et développement comprennent deux volets, soit les activités R-D et les projets innovants, selon les définitions proposées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

NATURE DES ACTIVITÉS DE VEILLE	NOMBRE D'ACTIVITÉS
Rapports de veille diffusés sur le Réseau gouvernemental (RVIPP)	30
Bulletins de veille interne	11
Revue de la littérature – Rapport d'analyse	5
Participations à des conférences et des colloques (activités de développement)	162

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Secrétariat et Affaires juridiques.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré



ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles



AXE D'INTERVENTION 1

Promotion d'alliances stratégiques



OBJECTIF 2

CONSOLIDER LE SYSTÈME DE STATISTIQUES OFFICIELLES DANS UNE PERSPECTIVE DE COMPLÉMENTARITÉ ET DE COHÉRENCE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de couverture des besoins du Québec en statistiques officielles

En évaluation

Nombre et nature des activités de consolidation

35 activités

Pourcentage des statistiques officielles disponibles dans la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec

En évaluation

La consolidation du système de statistiques officielles se réalise progressivement dans le cadre d'une concertation des principaux acteurs gouvernementaux.

L'Institut a entrepris des travaux importants afin de cerner, sur des bases objectives, les besoins de statistiques officielles pour le Québec. Ces travaux seront réalisés au cours de la prochaine année.

Le taux de couverture des besoins du Québec en statistiques officielles demeure un indicateur sous évaluation dans la recherche d'un partenariat renforcé au sein de l'administration publique québécoise, mais également d'une meilleure compréhension des besoins du Québec.

NATURE DES ACTIVITÉS DE CONSOLIDATION

NOMBRE D'ACTIVITÉS

Achat regroupé de données statistiques auprès de Statistique Canada

20

Représentation auprès de Statistique Canada pour les besoins d'un ministère ou d'un organisme

4

Collaboration avec des ministères et des organismes afin d'éviter les doublons et les chevauchements

5

Participation conjointe à des enquêtes de Statistique Canada ou démarches réalisées dans ce sens

6

L'Institut est engagé en faveur de la concertation en matière statistique au bénéfice des ministères et des organismes. Les activités de consolidation s'inscrivent dans cette recherche de complémentarité et de cohérence. Le résultat obtenu en 2010-2011 représente une augmentation par rapport à 2009-2010.

La Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) est l'un des plus importants partenariats de la fonction publique québécoise. Cette plateforme regroupe vingt-sept ministères et organismes qui oeuvrent à l'amélioration de la cohésion du système statistique québécois. La BDSO permet de partager et de mettre en commun les expertises, les processus et les ressources informationnelles.

Quelque 30 % des statistiques produites par l'Institut ont été intégrées progressivement et sont actuellement accessibles.

Sur la base des ententes conclues avec les ministères et les organismes, 94 % des statistiques ciblées sont maintenant disponibles sur le site de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec.

Sources :

Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré



ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles



AXE D'INTERVENTION 2

Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires



OBJECTIF 3

ALLÉGER LES DEMANDES D'INFORMATION AUPRÈS DES CITOYENS ET DES ENTREPRISES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume de production statistique réalisée à partir de sources de données existantes

439 publications ou tableaux

Nombre d'enquêtes qui consolident des demandes d'information provenant de plus d'un ministère ou organisme

18 enquêtes

Volume d'enquêtes utilisant le multimodal

91 %

Les participants aux enquêtes, tant les citoyens que les entreprises, contribuent activement à la réalisation de la mission de l'Institut. En valorisant leur apport, l'Institut cherche à alléger leur tâche en exploitant davantage les données administratives, en consolidant les demandes d'information provenant de plus d'une entité ou en recourant à des modes de collecte adaptés à la réalité des participants.

Le taux de réponse demeure un défi qui confronte toutes les agences statistiques officielles. L'adoption de pratiques innovantes représente un moyen privilégié afin d'obtenir la collaboration des citoyens. Le volume d'enquêtes offrant la possibilité aux participants d'utiliser plus d'un mode de collecte atteignait 91 % en 2010-2011.

En considérant la presque totalité des documents publiés à l'Institut en 2010-2011, le volume de production réalisé à partir de sources de données existantes atteint une proportion de 71,5 % ou 439 publications ou tableaux. Sur une base comparable à 2009-2010, alors que la mesure de l'indicateur avait été limitée au secteur des statistiques économiques et du développement durable, le nombre de sources de données est en hausse de près de 29 points de pourcentage pour la période 2010-2011. Cette variation positive s'explique par une proportion plus importante des nouvelles publications réalisées à partir de sources de données existantes.

Sources :

Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré



ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles



AXE D'INTERVENTION 2

Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires



OBJECTIF 4

DE CONCERT AVEC LES PARTENAIRES, ASSURER LA DISPONIBILITÉ DES DONNÉES NÉCESSAIRES À LA PRODUCTION STATISTIQUE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume des sources de données disponibles

1 014 sources

Nombre d'ententes garantissant l'approvisionnement de données à long terme

20 ententes

La diversification des sources de données et les ententes pluriannuelles visent à assurer la stabilité de la production statistique.

En 2010-2011, 1 014 sources ont fourni les fichiers de données nécessaires à la production des tableaux et des publications de l'Institut. Une meilleure compréhension de la nature de cet indicateur et l'introduction d'outils de suivi plus performants expliquent un volume de sources de données plus important en 2010-2011. Pour ce qui est de l'évaluation de la performance, la mesure pour l'exercice financier 2010-2011 devient la référence.

En 2010-2011, 20 ententes garantissent l'approvisionnement de données à long terme, notamment :

- > dans le secteur bioalimentaire, huit ententes multipartites favorisent la pérennité des activités dans ce domaine de connaissance en développement;
- > impliquant les principaux acteurs régionaux, l'Entente sur l'élaboration de l'indice de développement régional pour les municipalités québécoises est à souligner;
- > plusieurs ententes ont été signées avec Statistique Canada, dont l'Entente sur le partage des micro-données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes;
- > deux ententes ont été conclues, l'une avec la Régie de l'assurance maladie du Québec et l'autre avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport;
- > une nouvelle entente renforce un partenariat fructueux entre les acteurs du milieu culturel au Québec.

Sources :

Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec



ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité



AXE D'INTERVENTION 3

Adéquation de notre offre de service



OBJECTIF 5

MISER SUR DES PRODUITS
ET DES SERVICES PERMETTANT
À NOS CLIENTS DE RÉAGIR
À LA DYNAMIQUE ÉVOLUTIVE
DES BESOINS DE LA SOCIÉTÉ

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume d'utilisation des produits et services

107 ententes
71 présentations
1 199 784 sessions Web
476 652 consultations

Couverture médiatique des travaux de l'Institut

2 594 mentions

L'Institut de la statistique du Québec contribue, par son expertise hautement reconnue, à la réalisation de la mission de divers ministères et organismes.

À titre d'exemple, l'Institut a mis à la disposition de 107 clients, l'expertise de ses ressources humaines pour le développement d'indicateurs, des études d'impact économique, des enquêtes d'intérêt public ou des compilations et publications spécifiques.

Les nombreuses présentations par les spécialistes de l'Institut, les sessions sur le site Web de même que les consultations des publications électroniques confirment l'intérêt pour les travaux de l'Institut.

Une légère baisse des présentations des spécialistes de l'Institut par rapport à 2009-2010 (77 présentations) s'explique par la réduction des dépenses consacrées à la formation au sein des ministères et des organismes. Ces mesures sont requises dans le cadre de la lutte au déficit et du retour à l'équilibre budgétaire.

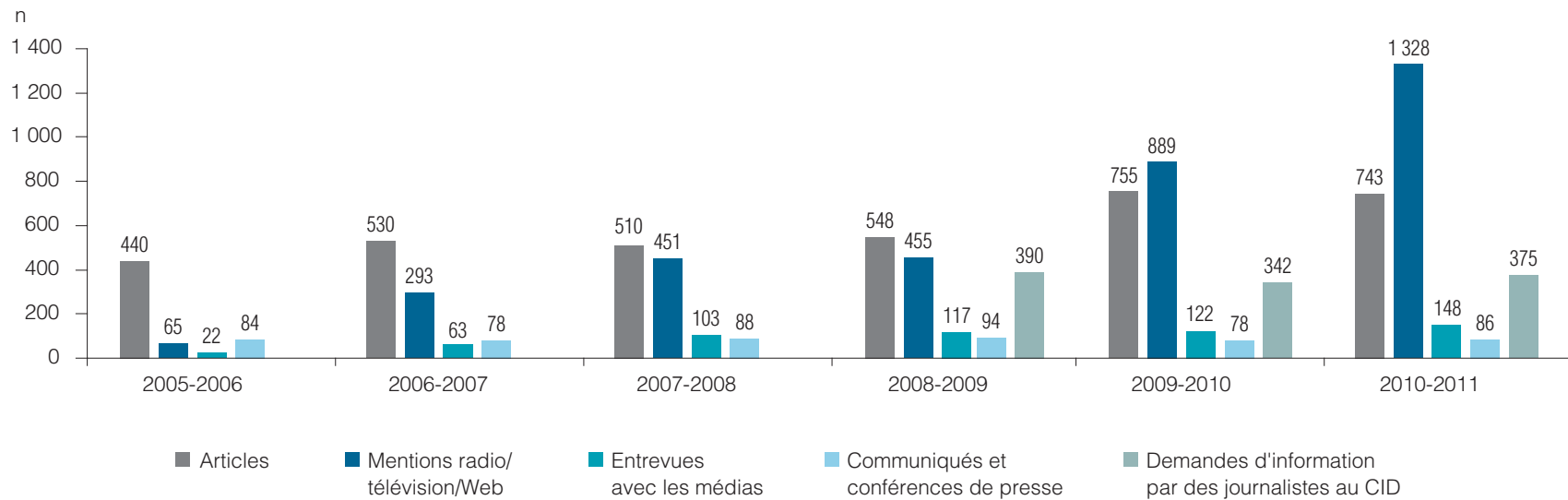
VOLUME D'UTILISATION DES PRODUITS ET DES SERVICES

Nombre d'ententes	Ministères et organismes	Municipalités et régions	Entreprises privées	Autres
2010-2011	38	7	50	12

VOLUME D'UTILISATION DES PRODUITS ET DES SERVICES

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Variation 2010-2011 / 2009-2010
Présentations à un congrès, colloque, séminaire	66	62	68	77	71	-7,8%
Sessions sur le site Web		1 209 682	1 042 117	1 091 697	1 199 784	+9,9%
Consultations des publications électroniques			425 019	475 670	476 652	+0,2%

NOMBRE DE CITATIONS DANS LES MÉDIAS



Sources :

Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec



ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité



AXE D'INTERVENTION 3

Adéquation de notre offre de service



OBJECTIF 6

MAINTENIR LA QUALITÉ
ET LA NEUTRALITÉ DE NOTRE
INFORMATION STATISTIQUE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de satisfaction des clients

Pourcentage des demandes traitées dans le délai fixé

Taux de conformité aux dates de publication

Taux de réponse aux enquêtes d'envergure

2 produits ou services

95 % (CID)

100 % (services d'accès aux données
à des fins de recherche)

62,8 %

103,67

En 2010-2011, l'Institut n'a réalisé aucun sondage à grande échelle auprès de sa clientèle. Toutefois, des sondages auprès des utilisateurs du *Répertoire de la R-D industrielle* ainsi que l'*Annuaire sur les statistiques du travail* ont été menés durant cette période. Les résultats entraîneront des améliorations lors des prochaines parutions.

L'Institut compte établir un programme régulier de la mesure de la satisfaction de ses différentes clientèles par type de produits et de services. Ce plan d'action sera mis en place au cours de l'année 2011-2012.

L'Institut demeure performant quant au respect de ses engagements en réponse aux demandes d'information.

- > Le Centre d'information et de documentation (CID) a traité 95 % des demandes d'information dans un délai de trois jours. Ce pourcentage atteignait 93 % en 2009-2010;
- > Les services d'accès aux données à des fins de recherche ont traité en 2010-2011, 100 % des demandes quant à leur recevabilité, et ce, dans un délai maximal d'un mois.

LE TAUX DE CONFORMITÉ AUX DATES DE PUBLICATION

Au début de chaque année, l'Institut publie le *Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise*. Ce document contribue à informer la clientèle, mais également à établir la neutralité, la crédibilité et l'intégrité de l'Institut en ce qui a trait à la livraison de ses produits et services

En 2010-2011, le taux de conformité aux dates de publications annoncées est de 62,8 %. Des 274 publications programmées, 102 n'ont pu être publiées dans les délais indiqués. Le non-respect de ces dates de publication s'explique par des facteurs hors du contrôle de l'Institut et par des changements apportés à la programmation en cours d'année.

Ce résultat représente un recul par rapport à 2009-2010 et un écart croissant avec la cible fixée par le Plan stratégique. Des mesures seront mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs à l'égard du taux de conformité aux dates de publication.

LE TAUX DE RÉPONSE AUX ENQUÊTES

Le taux de réponse aux enquêtes est l'une des principales mesures de performance. Il s'agit d'un enjeu pour toutes les grandes organisations statistiques, alors que l'on observe une difficulté grandissante à atteindre les résultats désirés. Rappelons que via les enquêtes menées par l'Institut, 67 000 entreprises et 155 000 citoyens ont été joints en 2010-2011.

Les résultats obtenus pour les enquêtes tant au niveau des ménages que des entreprises, permettent de procéder à l'inférence statistique à la population visée, condition essentielle à la production d'un portrait réel d'une situation.

Dans ce contexte, l'Institut s'est doté de divers moyens pour maintenir la qualité des informations statistiques : modes de collecte adaptés, validation des outils de collecte, etc.

Deux grandes catégories d'enquêtes sont menées à l'Institut, celles auprès des individus et des ménages et celles auprès des entreprises et des institutions. Ces types d'enquêtes posent des défis quant aux opérations de collecte. Des stratégies distinctes ont été développées assurant un taux de réponse permettant la production de données fiables.

Pour l'année 2010-2011, la moyenne des taux de réponse pour les enquêtes auprès des individus et des ménages est de 62,7 %. Du côté des enquêtes auprès des entreprises et des institutions, la moyenne des taux de réponse est de 93,2 %.

Considérant que la programmation annuelle des enquêtes de l'Institut varie et que la population visée ainsi que les objectifs de chaque projet ne ciblent pas un taux de réponse identique, la lecture des taux moyens de l'ensemble des projets ne permet pas une juste comparaison. Afin d'assurer une comparaison de la performance de l'Institut, un ratio a été défini : pour chaque enquête terminée en 2010-2011 et pour laquelle il existe une donnée antérieure similaire, le rapport entre le taux de réponse obtenu en 2010-2011 et le taux de réponse antérieur est établi.

La valeur finale du ratio est obtenue en calculant la moyenne des rapports pour les enquêtes ainsi considérées. Pour l'année 2010-2011, le ratio est de 103,67*. Il s'agit d'un résultat extrêmement positif.

* Explication de la valeur de l'indicateur :

- s'il prend la valeur 100, on peut dire que la tendance est stable et que les taux de réponse pour les enquêtes comparables se maintiennent par rapport à l'année précédente;
- s'il prend une valeur supérieure à 100, les taux de réponse sont en progression;
- s'il est toutefois inférieur à 100, les taux de réponse ont tendance à décroître.

Sources :

Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Secrétariat et Affaires juridiques.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec



ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité



AXE D'INTERVENTION 4

Utilisation de l'information statistique



OBJECTIF 7

ASSURER UN ACCÈS CONVIVIAL
À L'INFORMATION STATISTIQUE
EN MISANT SUR LES NOUVELLES
TECHNOLOGIES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des modes de prestation de services

4 nouveaux services

Taux de satisfaction des utilisateurs des services d'accès

91,9% en 2009-2010

L'Institut mise sur les nouvelles technologies pour transformer et rendre plus conviviaux la prestation de services et l'accès à l'information statistique.

L'Institut intègre les principes d'architecture d'entreprise du gouvernement du Québec, particulièrement en ce qui a trait aux informations et aux services offerts aux citoyens et aux entreprises. Les échanges d'information sont normalisés et le mode numérique est privilégié. Les services communs sont facilement repérables et interopérables.

L'Institut poursuit la refonte de ses services Web. Dans le cadre de ses travaux, l'Institut considère les trois nouveaux standards gouvernementaux sur l'accessibilité des sites Web aux personnes handicapées. Ces standards, encore au stade de projets, ont déjà le statut de pratique recommandée d'ici leur adoption prévue à l'été 2011.

Le taux de satisfaction à l'égard du site Web de l'Institut atteignait 91,9% en 2009-2010.

NATURE DES MODES DE PRESTATION DES NOUVEAUX SERVICES

En 2010-2011, quatre nouveaux services sont maintenant disponibles :

- > Création d'un nouveau site Internet sur l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire* (www.eqsj.s.stat.gouv.qc.ca).
- > Ajout dans la BDSO d'un tableau de bord « Culture et Communications ».
- > Création des comptes ISQ dans Twitter et Facebook.
- > Ajout de la cartographie dans la publication « Québec statistique ».

Les travaux se poursuivent au sein de l'Institut en regard des possibilités offertes par les réseaux sociaux.

Sources :

Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec



ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité



AXE D'INTERVENTION 4

Utilisation de l'information statistique



OBJECTIF 8

MAXIMISER L'EXPLOITATION
DES DONNÉES PAR DES TIERS
À DES FINS DE RECHERCHE
ET DE PRISE DE DÉCISION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature de projets d'exploitation secondaire de données

41 projets

Nombre de banques de données utilisées

79 banques de données

Nombre d'alliances en vue de permettre l'exploitation de données

24 alliances

.....

Dans le cadre des activités des Services d'accès aux données à des fins de recherche, en 2010-2011, plus de 40 demandes d'exploitation du Registre des événements démographiques ont été traitées et 28 d'entre elles ont été réalisées.

Par ailleurs, cinq nouveaux projets sont en analyse de faisabilité pour l'exploitation de fichiers issus du couplage de banques de données existantes dans la fonction publique québécoise à des fins de recherche.

En regard de l'exploitation des données d'enquêtes, on compte 15 nouveaux contrats.

.....

Sources :

Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle



ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources



AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines



OBJECTIF 9

ASSURER LA DISPONIBILITÉ
DE L'EXPERTISE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de vulnérabilité des emplois

21 %

Nombre de jours de formation et de recherche
et développement par ETC

3,80 jours de formation par ETC

Pourcentage de la masse salariale investie dans la formation
et le développement

3,1 %

Taux de roulement du personnel eu égard aux emplois vulnérables

0,92 %

L'expertise des employés représente une composante essentielle de notre offre de service. À cet égard, la perte de l'expertise est considérée comme l'un des risques majeurs pouvant affecter les objectifs stratégiques de l'Institut.

Les gestionnaires ont mis en place des mesures visant l'amélioration de l'organisation du travail, le transfert de connaissances et le développement des compétences.

Ces actions conjuguées ont permis de réduire le taux de vulnérabilité des emplois de 3 points en 2010-2011 par rapport à un taux de 24 % en 2009-2010.

Ces résultats représentent une des assises de la performance de l'organisation.

Les investissements en formation constituent, pour un organisme de haut savoir comme l'Institut, un volet important de la gestion proactive des ressources humaines et du maintien de son expertise.

Il faut souligner que la *Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette* prévoit une réduction de 25 % des dépenses de formation sur la base des dépenses effectuées du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010. Les résultats obtenus en 2010-2011 rendent compte du respect des exigences gouvernementales en matière de finances publiques.

Le pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement est passé de 4,3 % en 2009-2010 à 3,1 % en 2010-2011.

Par contre, le nombre de jours annuels de formation par Équivalent temps complet (ETC) demeure à 3,8 jours, un résultat nettement inférieur à celui de l'année 2009-2010, mais néanmoins supérieur à la cible de 3,5 jours par ETC.

NOMBRE DE JOURS DE FORMATION ET DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT PAR ETC

	Nombre de jours de formation par ETC	Nombre de jours de R-D par ETC
2010-2011	3,80	0,34
2009-2010	5,88	0,57
2008-2009	3,57	---
2007-2008	3,34	---
2006-2007	4,25	---

Afin de limiter l'impact des réductions des dépenses en formation, une analyse de l'ensemble des formations et activités de développement a été réalisée en vue d'optimiser l'investissement dans ce domaine. Les efforts de formation ont été recentrés plus étroitement autour du développement des compétences et connaissances essentielles à une organisation statistique.

La Direction des ressources humaines a introduit un programme de formations à la carte qui touche autant de thèmes propres à l'Institut; confidentialité et protection des renseignements personnels, réalisation et gestion de la qualité des enquêtes, sécurité informatique, approvisionnement et gestion de projets. Ces formations sont données par des spécialistes oeuvrant au sein de l'Institut.

TAUX DE ROULEMENT DU PERSONNEL EU ÉGARD AUX EMPLOIS VULNÉRABLES

	Emplois réguliers vulnérables	Emplois occasionnels vulnérables	Total emplois vulnérables
	%		
2010-2011	1,03	0,75	0,92
2009-2010	4,15	0,76	2,78
2008-2009	0,52	0,90	0,66

Les actions mises en œuvre dans le cadre de la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre ainsi que la satisfaction des employés envers le climat organisationnel apparaissent comme autant d'éléments qui influent positivement sur le taux de roulement du personnel, particulièrement du personnel occupant des emplois jugés vulnérables. Le taux de roulement des employés réguliers affiche une baisse marquée en 2010-2011.

Le développement des compétences des gestionnaires et de la relève ainsi que l'élaboration de plans de développement personnalisés ont été privilégiés au cours du dernier exercice financier. Ces mesures se poursuivront en 2011-2012.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle



ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources



AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines



OBJECTIF 10

MAINTENIR LA MOBILISATION
ET LA MOTIVATION DU PERSONNEL
AFIN DE RELEVER NOS DÉFIS

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de satisfaction des employés

93 %

Taux d'absentéisme (année civile 2009)

3,84 %

Taux de participation des employés à une activité de mobilisation et de motivation

100 %

L'étude du climat organisationnel et le taux d'absentéisme permettent d'évaluer les niveaux de mobilisation et de motivation du personnel.

La dernière étude sur le climat organisationnel a été menée en septembre 2010 et 91,2 % des employés y ont participé. Cette cinquième édition de l'étude révèle que 93 % des employés se disent satisfaits ou très satisfaits du climat organisationnel. Un résultat surpassant le taux de satisfaction de l'édition 2007 (91 %). La cible institutionnelle est fixée à 90 %.

Les directions préparent des plans d'action afin de maintenir et améliorer la qualité du climat organisationnel.

Le taux d'absentéisme de l'Institut pour l'année civile 2009 atteignait 3,84 % sur la base des données du Secrétariat du Conseil du trésor. Il s'agit d'une baisse considérable (environ 20 %) par rapport à 2008. Le taux d'absentéisme à l'Institut demeure nettement sous la moyenne de l'ensemble des ministères et des organismes (4,90 % en 2009).

Ce résultat peut être attribué en partie aux mesures préventives mises en place par l'Institut, notamment le programme de santé et les initiatives liées à l'amélioration de la qualité de vie au travail.

En 2010-2011, tous les employés de l'Institut de la statistique du Québec ont été invités à participer à au moins une activité de mobilisation ou de motivation.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle



ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources



AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines



OBJECTIF 11

RECONNAÎTRE LA CONTRIBUTION
DES RESSOURCES HUMAINES
AU SUCCÈS DE L'ORGANISATION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des activités de reconnaissance tenues

8 types d'activités

Taux des évaluations de rendement effectuées

66 %

Taux d'application des recommandations émises par les employés

100 %

Diverses activités de reconnaissance ont été réalisées dans l'ensemble des directions de l'Institut :

- > activité soulignant les 25 ans de service des employés;
- > rencontres d'équipe;
- > plan de développement personnalisé;
- > mentions personnalisées dans l'intranet;
- > bonis au rendement;
- > présentation aux employés de Québec et Montréal à l'occasion du lancement des travaux sur le diagnostic organisationnel et le Plan de développement de l'Institut;
- > accueil des nouveaux employés;
- > octroi du statut permanent à des employés occasionnels.

Quelque 66 % des employés de l'Institut ont reçu des attentes ou une évaluation de leur rendement entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011. Il s'agit d'un bond important par rapport à la période précédente.

Le **Comité de qualité de vie au travail** a été mis en place en 2009-2010. Ce comité réunit des employés représentant les différentes directions de l'Institut. Il a tenu quatre rencontres depuis sa formation. Les travaux du comité ont été consacrés en majeure partie à la reconnaissance au travail.

L'ensemble des recommandations initiales émises par les employés ont été approuvées par le Comité de direction générale. Un suivi sera donné à chacune de ces propositions par les directions concernées.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle



ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources



AXE D'INTERVENTION 6

Pratiques de gestion performante



OBJECTIF 12

DISPOSER DE L'INFORMATION
DE GESTION INTÉGRÉE PROPICE
À LA PRISE DE DÉCISION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Degré d'avancement des travaux

4 processus révisés

Afin d'améliorer la gestion de l'information en appui à la prise de décision, l'Institut a entrepris une révision de plusieurs processus.

En premier lieu, dans le cadre du Plan de modernisation de la fonction publique québécoise, le gouvernement met en place un progiciel de gestion intégrée de l'information humaine, financière et matérielle (SAGIR).

L'implantation du progiciel se déroule en plusieurs phases successives. À l'automne 2010, l'Institut a amorcé l'implantation de la deuxième phase (SGR2). L'appropriation des nouveaux systèmes est un enjeu important, notamment à l'égard de la gestion de l'information personnelle et confidentielle.

Le processus de suivi du Plan stratégique a été revu en profondeur. Un comité formé de représentants des directions spécialisées dans la production statistique assure un suivi des indicateurs de performance. Les outils de traitement des données ont été améliorés sensiblement.

Le processus de planification budgétaire dans un contexte du double mode de financement pour l'Institut a été repensé. Les outils supportant l'exercice de planification ont été bonifiés pour mettre en lien des fichiers et faciliter la collecte de l'information sur les projets.

Débuté en février 2011, l'examen des divers projets tant statistiques qu'administratifs vise à faciliter la gestion du portefeuille de projets et à ancrer le rôle du comité de direction générale dans la priorisation des projets institutionnels.

Le processus d'approvisionnement a été revu à la suite de la mise en place du module « Approvisionnement » du logiciel Virtuo en avril 2010 qui facilite une reddition de comptes plus efficace pour l'étude des crédits et l'amélioration de l'information de gestion pour la prise de décision.

Sources :

Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Secrétariat et Affaires juridiques

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle



ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources



AXE D'INTERVENTION 6

Pratiques de gestion performante



OBJECTIF 13

OPTIMISER LA GESTION
DES RISQUES, DES OPÉRATIONS
ET DES PROJETS EN S'INSPIRANT
DES MEILLEURES PRATIQUES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Degré d'avancement des travaux

4 chantiers

La vision stratégique de l'Institut entraîne un examen rigoureux des risques stratégiques, financiers, opérationnels et technologiques susceptibles de mettre en péril son fonctionnement, sa rentabilité, son développement ou sa pérennité.

En réponse à l'évolution de son contexte global, notamment, le glissement vers le développement des affaires, les changements apportés à la programmation de Statistique Canada et le resserrement du cadre budgétaire, l'Institut a mené des travaux répartis sur quatre chantiers.

Dans une première phase, une revue exhaustive de l'ensemble des projets de l'Institut a été réalisée au cours de l'année 2010-2011 en préparation de ces travaux.

Ces chantiers touchent les volets suivants :

1. la programmation statistique;
2. le financement des activités et l'allocation des ressources;
3. l'encadrement et la gestion de projet;
4. le cadre de gestion intégrée de la production statistique.

Ces chantiers seront complétés en décembre 2011 et permettront la mise en œuvre d'un nouveau plan de développement organisationnel.

Sources :

Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Secrétariat et Affaires juridiques



04



RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION
DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
2008-2013



Le 31 mars 2009, l'Institut rendait disponible sur son site Web, le *Plan d'action de développement durable 2008-2013*. Cette section présente les réalisations et mesure l'atteinte des objectifs du plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, l'Institut doit recueillir, produire et diffuser les informations statistiques requises à l'élaboration et au suivi de la stratégie de développement durable du gouvernement.

L'Institut travaille en étroite collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP). À titre d'organisme gouvernemental, mais également de partenaire, il est un membre actif du Comité interministériel de développement durable (CIDD).

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informar, sensibiliser, éduquer, innover



OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et des savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1

Poursuivre la promotion du concept et des principes de développement durable



ACTION

METTRE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS
CONTRIBUANT À LA RÉALISATION
DU PLAN GOUVERNEMENTAL DE
SENSIBILISATION ET DE FORMATION
À LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE DU PERSONNEL

GESTES

Diffuser le *Plan d'action de développement durable* de l'Institut.

Préparer et diffuser une édition du bulletin de veille interne spécifiquement dédiée à la thématique du développement durable.

Diffuser des capsules touchant les dimensions du développement durable.

Présenter le développement durable et le plan d'action aux nouveaux employés.

Participer aux activités réalisées par le Bureau de coordination du développement durable (BCDD) du MDDEP.

SUIVI

Réalisé

Le *Plan d'action de développement durable* est accessible sur le site Web et sur l'intranet de l'Institut.

Réalisé

Les articles ont connu une vaste diffusion sur le Réseau de veille intégré sur les politiques publiques (RVIPP). Ces articles ont été repris par différents ministères et organismes.

En continu

Réalisé

Une formation sur la démarche gouvernementale et le *Plan d'action de développement durable* est offerte aux nouveaux employés. En 2010-2011, 28 employés ont suivi cette formation obligatoire.

En 2010-2011, cinq employés, représentant 42 % du personnel ciblé, ont suivi une ou plusieurs formations réservées au développement durable.

INDICATEUR CIBLE

Taux d'employés rejoints par les activités de sensibilisation au développement durable

> D'ici 2011, 100 % du personnel

Taux d'employés rejoints par les activités de formation au développement durable

> D'ici 2013, 50 % du personnel

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Lors de son lancement, le *Plan d'action de développement durable 2008-2013* a fait l'objet d'une vaste campagne de diffusion au sein de l'Institut. En 2010-2011, l'Institut a mené une enquête auprès de ses employés portant sur la sensibilisation au développement durable. Cette enquête est identique à celle menée à l'échelle du secteur public par l'Institut à la demande du MDDEP.

Le taux de sensibilisation des employés de l'Institut à la démarche de développement durable atteint 95 %. Toujours selon l'enquête, quelque 80 % des employés ont correctement identifié la définition du développement durable. Le taux de réponse à l'enquête s'élève à 85 %.

Il s'agit de résultats extrêmement satisfaisants qui témoignent de l'importance des efforts investis à l'Institut dans la promotion de la démarche gouvernementale de développement durable.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informar, sensibiliser, éduquer, innover



OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et des savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2

Faciliter la compréhension des statistiques officielles sur le développement durable



ACTION

DÉVELOPPER DES OUTILS POUR
CONTRIBUER À UNE MEILLEURE
CONNAISSANCE DES STATISTIQUES
OFFICIELLES DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE

GESTES

Mise à jour de la section réservée au développement durable (site Web de l'Institut).

Rendre disponibles des outils facilitant la compréhension des indicateurs de développement durable.

Mise à jour de la section réservée au développement durable (intranet de l'Institut).

Nouvelles publications

SUIVI

En continu

Mise à jour des indicateurs de développement durable et des indicateurs de suivi de la *Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013*.

Réalisé

Publication de l'édition 2010 des indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013.

En continu

Les travaux sur les comptes de l'environnement se poursuivent au sein de l'Institut. Une conférence a été organisée sur cette thématique en septembre 2010.

En continu

Mise à jour de la section. Ce site traite notamment de la Loi, du *Plan d'action de développement durable*, des événements organisés dans le cadre du plan d'action, etc.

- > Les comptes de l'environnement et l'approche par capitaux pour appuyer la mesure du développement durable au Québec
- > Revue de la littérature sur les comptes des matières résiduelles solides



INDICATEUR CIBLE

Nature et type des outils

> Outils mis en place

Nombre de consultations des sections réservées au développement durable sur le site Web

> Hausse de 5 % par année



RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Au 31 mars 2011, 57 070 consultations ont été enregistrées dans les sections du site Web réservées au développement durable. Par rapport à l'année de référence (2009-2010), il s'agit d'une hausse de 48,8 %. Cette hausse importante témoigne de la qualité et de la pertinence des informations disponibles sur ce site.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informar, sensibiliser, éduquer, innover



OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 2

Dresser et actualiser le portrait du
développement durable au Québec



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Contribuer à la disponibilité de l'information
statistique en lien avec le développement
durable au Québec



ACTION

ÉVALUER TOUT NOUVEAU PROJET
DE PRODUCTION D'INFORMATION
STATISTIQUE AU REGARD DES
PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE

GESTES

Inclure le critère des principes de développement durable dans la gestion de projets.

Sélectionner les principes de développement durable pertinents en regard de la nature de nos activités.

Prendre connaissance des expériences partagées par les ministères et organismes.

SUIVI

Débuté

Ce geste est intégré au processus de la revue de l'architecture des programmes statistiques.

Réalisé

Un exercice a été réalisé afin d'identifier les principes de développement durable les plus pertinents considérant la nature des activités de l'Institut.

Réalisé

En préparation, deux employés ont suivi des formations spécifiquement réservées à la prise en compte des principes de développement durable.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage des nouveaux projets évalués en regard des principes de développement durable.

> D'ici 2012, 100 % des nouveaux projets.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

En raison de la revue des programmes statistiques, aucun nouveau projet n'a été évalué en regard des principes de développement durable. Toutefois, les premiers jalons d'une démarche de mise en œuvre ont été posés au sein de l'Institut.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informar, sensibiliser, éduquer, innover



OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 2

Dresser et actualiser le portrait du développement durable au Québec



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Contribuer à la disponibilité de l'information statistique en lien avec le développement durable au Québec



ACTION

AUGMENTER LA PRODUCTION
D'INFORMATION STATISTIQUE
INCLUANT LES DIMENSIONS
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
AU QUÉBEC

GESTES

Augmenter le nombre de publications intégrant les dimensions du développement durable.

Réaliser des partenariats avec les ministères et organismes pour la production de nouvelles informations statistiques dans le domaine du développement durable.

SUIVI

Réalisé

Quelques publications ont été bonifiées par l'ajout de dimensions du développement durable, notamment les bulletins statistiques régionaux du Québec.

Débuté

Ce geste est intégré au processus de la revue de l'architecture des programmes statistiques.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage des publications incluant les dimensions du développement durable au Québec.

> Hausse de 5 % par année.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Quelques publications ont été bonifiées en regard des dimensions du développement durable, notamment les bulletins statistiques régionaux du Québec. La réalisation de projets avec les ministères et organismes pour la production de nouvelles informations statistiques intégrant spécifiquement les dimensions du développement durable est suspendue en raison d'une révision de notre offre de services.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 2

Réduire et gérer les risques pour améliorer la santé, la sécurité et l'environnement



OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 4

Poursuivre le développement et la promotion d'une culture de la prévention et établir des conditions favorables à la santé, à la sécurité et à l'environnement



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4

Favoriser la prévention et l'amélioration de la qualité de vie au travail



ACTION

CONSOLIDER LES MOYENS ASSURANT
LA PRÉVENTION ET PERMETTANT
L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ
DE VIE AU TRAVAIL

GESTES

Animer un lieu d'échange pour les employés sur la qualité de vie au travail.

Réaliser et actualiser le programme santé annuellement.

Évaluations et adaptations ergonomiques de postes de travail.

SUIVI

En continu

Le Comité sur la qualité de vie au travail a tenu trois rencontres en 2010-2011. Le thème de la reconnaissance est au cœur des travaux du comité.

Réalisé en 2010-2011

- > 52 employés de l'Institut ont assisté à quatre conférences midi sur différentes thématiques.
- > 41 employés ont été vaccinés pour la grippe saisonnière.
- > 30 employés ont participé au concours d'ascension des escaliers.
- > 74 employés ont bénéficié du programme d'encouragement à l'activité physique.
- > Disponibilité d'un centre de conditionnement physique dans l'édifice de Québec.

En continu

15 employés bénéficient annuellement d'une évaluation pour des besoins spécifiques.

INDICATEUR CIBLE

Nature et type de moyens de prévention et d'amélioration de la qualité de vie au travail.

- > Moyens de prévention et d'amélioration mis en place.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Les moyens de prévention et d'amélioration mis en place sont détaillés dans le suivi des gestes posés. Ces initiatives couvrent plusieurs aspects assurant la prévention et l'amélioration de la qualité de vie au travail. En 2010-2011, les employés ont été nombreux à participer à ces activités. De fait, 212 employés ont participé à l'une ou l'autre de ces activités en 2010-2011 comparativement à 195 employés en 2009-2010.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable



OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables



ACTION

METTRE EN ŒUVRE DES PRATIQUES
ET DES ACTIVITÉS CONTRIBUANT
AUX DISPOSITIONS DE LA *POLITIQUE*
POUR UN GOUVERNEMENT
ÉCORESPONSABLE

GESTES

Mettre en place une gestion intégrée des documents.

Faire l'acquisition de technologies environnementales.

Réaliser des achats écoresponsables.

Recycler les matières résiduelles générées.

Sensibiliser les employés.

SUIVI

En continu

Le plan de classification a été complété en 2009-2010. L'Institut travaille actuellement à la refonte du calendrier de conservation des documents.

En continu

L'Institut apporte une attention particulière lors des achats d'équipement et lors de la rédaction des appels d'offres pour faire l'acquisition de technologies environnementales.

En continu

L'Institut utilise des matériaux et produits recyclés et recyclables. À titre d'exemple, lors de nouveaux aménagements des espaces, les paravents ainsi que les chaises sont remis à neuf par l'Établissement de détention de Québec et par les Ateliers des sourds de Québec.

Réalisé

Les fontaines d'eau sont maintenant approvisionnées en eau courante et munies d'un refroidisseur.

En continu

L'Institut recycle déjà ses déchets électroniques et participe au programme « *Visez juste* ». L'implantation de la récupération des matières résiduelles a été complétée en 2010-2011.

L'Institut recycle également ses cartouches d'encre. Selon le modèle, la Fondation Mira peut compter sur le recyclage des cartouches pour son financement. De même, des ordinateurs sont remis à l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec.

En continu

Des capsules sur l'intranet sont diffusées régulièrement.



INDICATEUR CIBLE

Nature et type de pratiques et activités.

> Pratiques et activités mises en œuvre.



RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Depuis 2009-2010, l'Institut a réalisé plusieurs activités en lien avec la gestion des matières résiduelles, la sensibilisation des employés, la gestion documentaire intégrée, l'acquisition de technologies environnementales ou toute autre acquisition écoresponsable. En 2011-2012, l'Institut s'engage à adopter et mettre en œuvre un cadre de gestion environnementale.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable



OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables



ACTION

MINIMISER L'UTILISATION DU
PAPIER DANS LES STRATÉGIES
ET LES OPÉRATIONS DE COLLECTE
DE DONNÉES TOUT EN ASSURANT
L'ATTEINTE DES TAUX DE RÉPONSE
PRÉVUS DANS LES ENQUÊTES

GESTES

Établir une stratégie pour la diversification et l'intégration des modes de collecte, notamment par le Web, via des efforts de veille sur les meilleures pratiques.

SUIVI

En continu

Considérant la difficulté croissante de maintenir des taux de réponse élevés et une grande diversité des clientèles, la direction des stratégies et des opérations de collecte varie constamment ses méthodes en privilégiant les modes de communication sans papier.

INDICATEUR CIBLE

Ratio du nombre de feuilles de papier transmises par rapport au nombre d'entreprises.

- > D'ici 2013, réduire de 25 % (année de référence 2008-2009 = 5,6 feuilles par entreprise).

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

- > 5,1 feuilles par entreprise en 2009-2010, soit une réduction de près de 9 % par rapport à l'année de référence.
- > 4,6 feuilles par entreprise en 2010-2011, une réduction de 17 % par rapport à l'année de référence.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable



OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables



ACTION

PRIVILÉGIER LA DIFFUSION
ÉLECTRONIQUE DES STATISTIQUES
OFFICIELLES

GESTES

Privilégier la diffusion des publications par voie électronique.

SUIVI

En cours

À terme, l'ensemble des publications à l'exception des documents de référence seront diffusées uniquement par voie électronique.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage de réduction des publications papier.

> D'ici 2013, réduire de 40 %.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Réduction de 24,4 % au 31 mars 2011.



05



RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION
DE SERVICES AUX CITOYENS



La *Déclaration de services aux citoyens* traduit l'engagement de l'Institut à offrir des services et des produits de qualité à la population québécoise. L'Institut a entamé, en 2010-2011, une réflexion visant à définir les modalités d'implantation d'un processus amélioré de gestion des plaintes. Ces travaux seront terminés en 2011-2012.

NOTRE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES PLAINTES ET DES COMMENTAIRES

L'Institut accorde une grande importance à tous les commentaires et les plaintes dans un souci constant d'améliorer la qualité de ses services. Aux fins de la reddition de comptes, est considérée comme une plainte l'expression orale ou écrite d'une insatisfaction qui concerne la qualité d'un service, d'un programme ou le comportement d'un employé. En 2010-2011, trois plaintes formelles ont été reçues :

- > Une première plainte concerne l'application de la politique linguistique dans le cadre d'un forum organisé par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec. Préalablement à la tenue de l'événement, la conformité à la politique linguistique a été établie en consultation avec l'Office québécois de la langue française.
- > Une deuxième plainte vise les délais à livrer les résultats d'une enquête. Un suivi étroit a été donné à cette plainte à la satisfaction du client.
- > Une troisième plainte concerne la méthodologie retenue dans le traitement d'un dossier confié à l'Institut. Un suivi étroit a été donné à cette plainte à la satisfaction du client.

Il importe de mentionner que les personnes qui souhaitent formuler une plainte peuvent s'adresser à l'Institut, qui s'engage à traiter les plaintes dans les cinq jours ouvrables suivant leur réception ou d'informer ces personnes s'il ne peut respecter ces délais. La possibilité d'accompagner les personnes ayant des incapacités dans la formulation d'une plainte est également offerte.

NOTRE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES PARTICIPANTS AUX ENQUÊTES

Les participants aux enquêtes contribuent activement à la réalisation de la mission de l'Institut. Non seulement l'Institut leur garantit la confidentialité des renseignements qu'il recueille auprès d'eux, mais il leur accorde le plus grand respect. L'Institut cherche à alléger le fardeau du répondant, en évitant le dédoublement d'enquêtes, en exploitant davantage les données administratives disponibles et en ayant recours à des modes de collecte diversifiés. Le comité d'éthique contribue à assurer la protection des répondants en examinant, sous l'angle éthique, les différents projets de l'Institut.

L'Institut est conscient de l'effort demandé aux répondants. Divers moyens sont offerts afin d'alléger et de faciliter la participation à une enquête. À titre d'exemples :

- > offrir le soutien du personnel compétent recevant de la formation en continu qui peut informer et assister le participant;
- > diversifier les modes de collecte (postale, téléphonique, télécopieur, boîte vocale, en face à face et électronique) pour s'adapter aux préférences et à la réalité du participant;
- > adapter les périodes de collecte en fonction de la disponibilité des participants (jour, soir et fin de semaine);
- > convenir, dans certains cas, d'aménagement avec les participants sur la façon ou le moment pour la collecte des données.

L'Institut procède également à l'écoute de certaines des entrevues téléphoniques (sélectionnées au hasard) afin d'assurer notamment la qualité des interventions auprès des participants. Il s'agit d'une pratique courante et éprouvée, utilisée par les agences gouvernementales de statistiques et également par toute organisation soucieuse de ses communications avec la clientèle.

Par l'adoption de la *Politique d'information au participant d'une enquête*, l'Institut confirme ses engagements à l'égard des participants qui sont au cœur de la mission de l'Institut. Cette politique, adoptée au cours de l'exercice 2009-2010, peut être consultée sur le site Web de l'Institut.

PRESTATION ÉLECTRONIQUE DE SERVICES

L'Institut rend disponible pour les participants aux enquêtes, sur son site Web, une section réservée aux enquêtes en cours de collecte de données². L'Institut rend également disponible, aux participants qui désirent obtenir plus d'information, une adresse électronique (<collecte@stat.gouv.qc.ca>).

2. www.stat.gouv.qc.ca/repondants/renseign_rep_enquete.htm.



06

> > > > > UTILISATION DES RESSOURCES

ÉVOLUTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES

	Subventions (en M\$)	Revenus autonomes (en M\$)	Revenus totaux (en M\$)	Portion des revenus autonomes (%)
2010-2011	13,9	15,5	29,4	52,6
2009-2010	14,3	12,8	27,1	47,2
2008-2009	14,3	14,4	28,7	50,2
2007-2008	14,3	12,0	26,3	45,6
2006-2007	14,4	10,1	24,5	41,2
2005-2006	13,6	10,1	23,7	42,6
2004-2005	15,5	7,7	23,2	33,2
2003-2004	16,5	6,6	23,1	28,6
2002-2003	16,0	7,8	23,8	32,8
2001-2002	14,3	6,3	20,6	30,6
2000-2001	13,8	5,4	19,2	28,1
1999-2000	11,8	5,2	17,0	30,6

RESSOURCES FINANCIÈRES

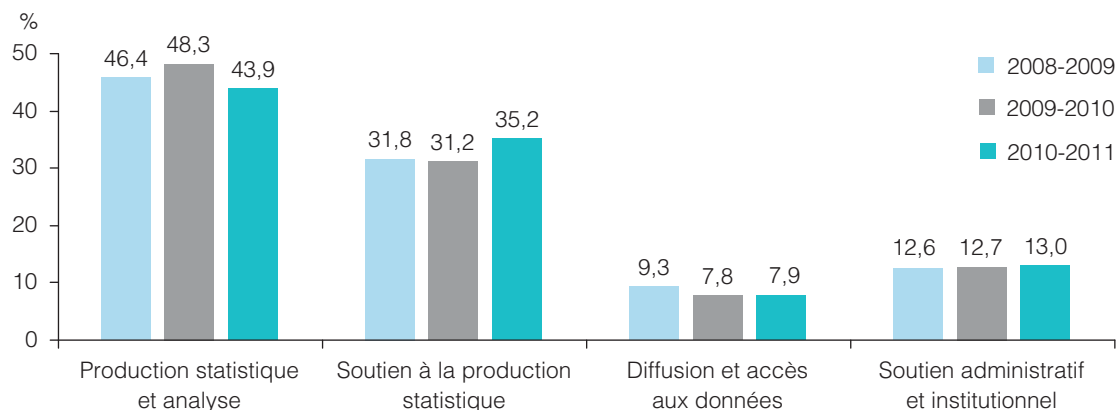
L'Institut dispose de deux sources de financement : une subvention annuelle pour répondre aux obligations légales et institutionnelles, et des revenus autonomes générés par des travaux statistiques pour des ministères et organismes gouvernementaux ou d'autres organisations des secteurs parapublic et privé.

Au cours des années, l'Institut a augmenté le nombre de ses partenariats d'affaires, ce qui lui a permis d'accroître ses revenus totaux de 72,9 % depuis sa première année d'activité, en 1999-2000. La part relative des revenus autonomes dans les revenus totaux de l'Institut a donc augmenté de façon significative, passant de 30,6 % en 1999-2000 à 52,6 % en 2010-2011.

La subvention versée par le ministère des Finances passe de 14,3 M\$ en 2009-2010 à 13,9 M\$ en 2010-2011.

Les ressources financières disponibles en 2010-2011 ont été consacrées directement à la réalisation et à la diffusion de la production statistique. De fait, les dépenses liées à la production et à l'analyse statistiques (43,9 %), au soutien direct à la production statistique (35,2 %) ainsi qu'à la diffusion des données et à l'accès aux données (7,9 %) représentent 87,0 % de l'utilisation totale des ressources à l'Institut. Les dépenses dites institutionnelles et celles liées au soutien administratif représentent 13,0 % des ressources financières.

UTILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES PAR ACTIVITÉ, 2008-2009 À 2010-2011



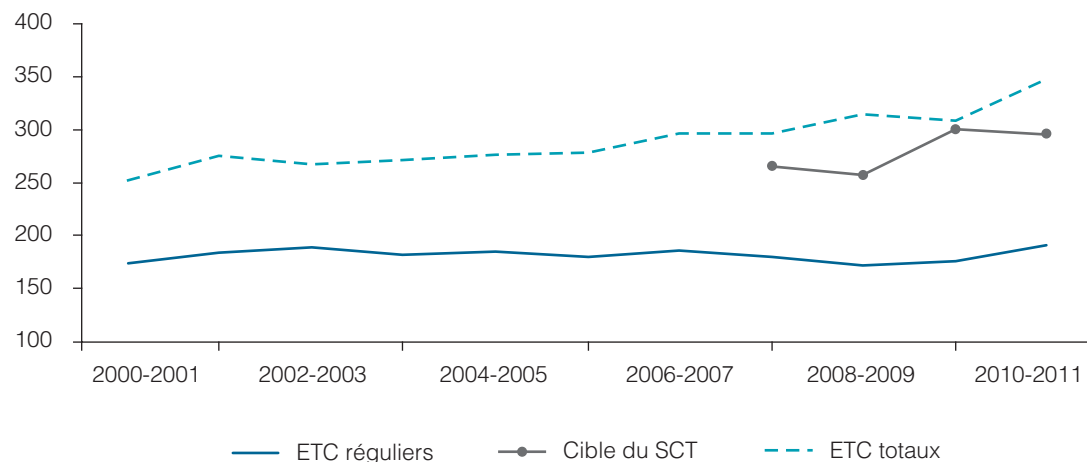
L'article 14 de la *Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette* (Loi sur l'équilibre budgétaire) permet à certains organismes de tenir compte de leurs activités de nature commerciale en regard de l'application de la loi. Ainsi, dans sa politique de réduction de certaines dépenses, l'Institut a pu exclure du calcul les dépenses effectuées dans le cadre de la réalisation de projets issus d'ententes contractuelles avec des clients.

De fait, pour répondre à l'effort global de réduction des dépenses publiques, en 2010-2011, l'Institut prévoyait une réduction de ses dépenses de fonctionnement de nature administrative et une réduction de la masse salariale, de 245,0 k\$. Toutefois, compte tenu des dépenses de fonctionnement incompressibles en 2010-2011 redevables à la pression exercée par la progression des revenus autonomes, la réduction totale nette s'est élevée à 68,9 k\$.

Par ailleurs, en 2010-2011, l'Institut a réduit ses dépenses de publicité, de formation et de déplacement de 168,4 k\$ de 2009-2010 à 2010-2011. À cet égard, la cible de réduction de 25 % établie à 117,0 k\$ a été largement dépassée en 2010-2011.

Enfin, il importe de noter que, malgré la réduction de 395,7 k\$ de la subvention de fonctionnement octroyée à l'Institut par le gouvernement du Québec en 2010-2011, les résultats financiers montrent une amélioration de 237,3 k\$ par rapport à l'année précédente.

ÉVOLUTION DES ETC (données au 31 mars 2011)



RESSOURCES HUMAINES

Au 31 mars 2011, l'Institut comptait 483 employés, correspondant à 348 Équivalents temps complet (ETC) totaux utilisés (ETC réguliers et ETC occasionnels). L'augmentation des ETC totaux utilisés reflète la progression soutenue des ententes de nature commerciale auprès de nos partenaires. Ces projets, souvent majeurs, engendrent une hausse conséquente des revenus autonomes.

En 2010-2011, l'intensification des travaux liés notamment aux grandes enquêtes de santé publique qui rejoignent des milliers de participants, explique en grande partie l'évolution de l'utilisation des ressources humaines à l'Institut.

Comme le démontre le tableau suivant, depuis l'année 2000-2001, la proportion des ETC réguliers utilisés par rapport aux ETC totaux utilisés est passée de 68,8 % à 54,9 % en 2010-2011, une situation redevable à la progression des ententes contractuelles.

ÉVOLUTION DES RESSOURCES HUMAINES

	ETC réguliers utilisés	ETC totaux utilisés (cible du SCT)	ETC totaux utilisés	ETC réguliers utilisés / ETC totaux utilisés (%)
2010-2011	191	296	348	54,9
2009-2010	176	301	309	57,0
2008-2009	172	258	315	54,6
2007-2008	180	266	297	60,6
2006-2007	186		297	62,6
2005-2006	180		279	64,5
2004-2005	185		277	66,8
2003-2004	182		272	66,9
2002-2003	189		268	70,5
2001-2002	184		276	66,7
2000-2001	174		253	68,8

En 2010-2011, les jours-personnes utilisés par l'Institut se répartissent comme suit (voir le graphique ci-contre) : 42,1 % pour la production et l'analyse statistiques, 40,5 % pour le soutien direct à la production statistique (stratégies et opérations de collecte, méthodologie et qualité, développement de solutions et soutien technologique), 8,1 % pour la diffusion des données et l'accès aux données et 9,3 % pour le soutien administratif et institutionnel.

INVESTISSEMENT EN FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

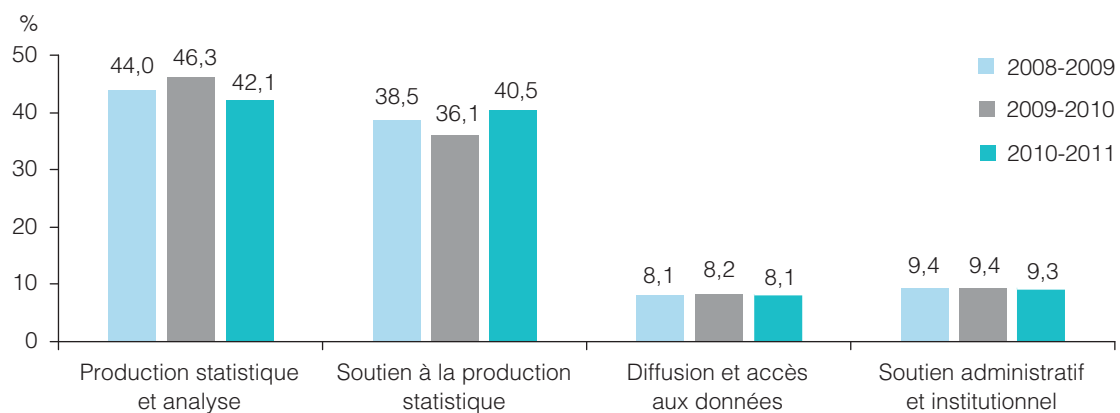
	Nombre d'activités	En heures	En \$	Pourcentage de masse salariale (%)
2010-2011	319	9 252	557 762	3,12
2009-2010	366	12 711	782 720	4,30
2008-2009	413	7 961	526 198	2,70
2007-2008	342	6 937	423 841	2,50
2006-2007	356	8 838	502 041	2,82
2005-2006	330	7 408	447 950	2,90

La grande majorité des ressources humaines (90,6 %) est directement engagée dans les opérations de production, d'analyse et de diffusion des données statistiques de qualité sur et pour le Québec.

En tant qu'organisation de haut savoir, l'Institut considère l'importance de la formation et du développement des ressources humaines.

Une réduction du nombre d'activités, des heures et du montant investi en formation et développement est observable en 2010-2011, en conformité avec les exigences de la *Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette*.

UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES PAR ACTIVITÉ, 2008-2009 À 2010-2011



ÉVOLUTION DU TAUX DE ROULEMENT

	Régulier* (%)	Occasionnel (paie standard)** (%)	Total (sans les intervieweurs) (%)	Occasionnel (paie variable) (%)	Régulier vulnérable (%)	Occasionnel vulnérable (%)	Total des emplois vulnérables (%)
2010-2011	5,17	5,22	5,19	18,78	1,03	0,75	0,92
2009-2010	7,25	6,11	6,79	7,69	4,15	0,76	2,78
2008-2009	4,15	21,52	10,51	18,18	0,52	0,90	0,66
2007-2008	9,69	10,48	---	32,08	---	---	---

* Le taux de roulement des ressources régulières est calculé sur la base de : (mutations externes + démissions) / (nombre d'employés réguliers en avril + nombre d'employés réguliers fin mars) / 2).

** Le taux de roulement des ressources occasionnelles est calculé sur la base de : démissions / (nombre d'employés occasionnels en avril + nombre d'employés occasionnels fin mars) / 2).

RÉSUMÉ DU TAUX DE ROULEMENT 2010-2011

	Cadres	Professionnels	Fonctionnaires	Ouvriers	Total
Hommes	0	4	2	0	6
Femmes	0	7	4	0	11
Total	0	11	6	0	17

TAUX D'ABSENTÉISME

	Taux d'absentéisme – Institut de la statistique du Québec (%)	Taux d'absentéisme – Fonction publique (%)
2009-2010	3,84	4,90
2008-2009	4,79	4,87
2007-2008	3,52	4,95
2006-2007	3,87	4,91
2005-2006	3,86	4,81

PRÉVISION DE DÉPARTS À LA RETRAITE (en nombre et en pourcentage des employés réguliers)

	En nombre d'employés	Pourcentage des employés réguliers
2011-2012	9	4,5 %

RESSOURCES INFORMATIONNELLES

FAITS SAILLANTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES EN 2010-2011

Conformément à la *Directive sur la gestion des ressources informationnelles*, l'Institut rend compte des projets de développement réalisés et des sommes consacrées aux activités en matière de ressources informationnelles (RI).

Au cours de la dernière année, l'Institut avons réalisé un projet de développement en appui à la réalisation de l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2010-2011* (EQSJS). Ce projet a nécessité des investissements de l'ordre de 293,0 K\$ en acquisitions matérielles et logicielles et des coûts de 646,3 K\$ en ressources humaines, principalement en ressources internes.

Le projet a permis d'introduire de nouvelles technologies de l'information en mode Web. En effet, ces dernières ont permis d'administrer en classe des questionnaires électroniques et de synchroniser à distance les données de façon autonome. **Plus de 60 000 élèves** ont été rejoints ainsi au cours de l'enquête.

De plus, différents projets de moindre envergure se sont ajoutés en cours d'année et ont permis la réalisation de solutions informatiques en appui aux projets à revenus autonomes.

Par ailleurs, la contribution des RI au gouvernement en ligne représente plus de 800 jours/personne pour l'évolution des sites Internet de l'Institut, celui de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec et de quelques extranets.

L'Institut a poursuivi l'évolution de ses infrastructures par le rehaussement:

- > des pare-feu des environnements de production et la création d'un laboratoire conforme aux normes du marché et représentatif des environnements de travail de l'ISQ;
- > des infrastructures réseau, et plus spécifiquement du lien entre Québec et Montréal autant au niveau de la performance que de la sécurité par le cryptage du lien;
- > de la plateforme d'emmagasiner avec de nouvelles infrastructures plus performantes et plus robustes, tenant compte d'une planification d'évolution à l'ISQ, et intégrant par la même occasion le projet de migration et d'implantation d'une nouvelle solution de sauvegarde;
- > de la plateforme de traitement SAS.

DÉBOURS PLANIFIÉS ET RÉELS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR LA PÉRIODE 2010-2011

	Débours planifiés en RI*	Débours réels en RI pour l'exercice	Écart
Projets de développement	0	939,3 K\$	939,3 K\$
Autres activités	4 329,6 M\$	4 811,0 M\$	481,3 K\$
Total	4 329,6 M\$	5 750,3 M\$	1 420,6 M\$

* Débours planifiés présentés au *Plan triennal, de la collecte de mai 2009, des projets et des activités prévus en ressources informationnelles* (PTPARI)

LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

La gestion des risques et la gouvernance de la sécurité sont intimement liées à la mission et aux activités de l'Institut. À l'égard des risques liés à la confidentialité, l'Institut adopte une philosophie de tolérance zéro.

La relation de confiance avec les participants aux enquêtes, la population et les partenaires se fonde notamment sur l'assurance que l'Institut donne en respect de la confidentialité des renseignements. Tous les employés à l'Institut sont conscients que les conséquences de bris de sécurité seraient considérables et pourraient amoindrir la capacité de l'Institut de livrer des services et nuire au respect de la vie privée.

Au cours de l'année, l'Institut a renforcé plusieurs mesures de sécurité afin de se conformer sans cesse aux attentes renouvelées de partenaires tels que Statistique Canada. Plusieurs autres mesures techniques de sécurité ont été mises à niveau conformément aux bonnes pratiques.

L'appréciation des risques et des contrôles a été faite également lors du démarrage d'un projet pilote où on aura recours aux réseaux sociaux pour retrouver des personnes afin de répondre à des enquêtes.

07



EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

62 ACCÈS AUX DOCUMENTS ET PROTECTION
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

63 PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

69 ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE
ET ADMINISTRATIF

70 ÉTHIQUE

71 CHANGEMENTS CLIMATIQUES

72 APPLICATION DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

73 POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES
PUBLICS

74 RÈGLE POUR LES BONIS AU RENDEMENT

75 RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ET ÉTATS FINANCIERS

90 LISTE DES ENQUÊTES STATISTIQUES

ACCÈS AUX DOCUMENTS ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

ACCÈS AUX DOCUMENTS

En vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), trois demandes ont été adressées à l'Institut en 2010-2011 :

- > les demandeurs : une municipalité, un service de recherche et un groupe parlementaire;
- > la nature des demandes : documents relatifs à des renseignements personnels et aux ressources humaines, matérielles, financières ou informationnelles de l'Institut;
- > la nature des refus : une demande a été refusée en raison de l'article 228 de la *Loi sur les mines*. Un suivi a été donné au ministère des Ressources naturelles et de la Faune.
- > le délai de traitement moyen : 11,3 jours.

Dans le respect du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels*, le système de gestion documentaire et le plan de classification ont été revus. Les travaux menés faciliteront la classification, le classement et le repérage des documents administratifs détenus par l'Institut et qui pourraient faire l'objet d'un droit d'accès par un citoyen. Le plan de classification a d'ailleurs été rendu public dans le site Web sous la section Accès à l'information.

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS³

La confidentialité et la protection des renseignements personnels représentent les assises de la crédibilité et de la notoriété de l'Institut. L'Institut est tenu de générer un climat de confiance dans la population. Dans la réalisation de sa mission, l'Institut assure le respect du « secret statistique ».

La codification du « secret statistique » est inscrite à l'article 25 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (L.R.Q., c. i-13-011). Il en découle les obligations légales de l'Institut en matière de protection de tout renseignement obtenu en vertu de cette loi, et dont la révélation permettrait de le rattacher à une personne, physique ou morale, une entreprise, un organisme ou une association (« renseignement confidentiel »).

Cette disposition est également à la base de toute communication de renseignements effectuée en vertu de la loi et de toute entente de partage conclue conformément à la loi.

L'Institut a mis en place des processus afin de respecter ses obligations relatives à la confidentialité et la protection des renseignements personnels.

Depuis le 30 septembre 2009, la secrétaire de l'Institut, M^{me} Marie-José Péan, est la responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels (RADPRP) désignée par le directeur général de l'Institut.

En octobre 2009, le Comité d'examen confidentialité (CEC) a été mis en place en appui au RADPRP de l'Institut dans l'exercice de sa fonction. Le CEC est formé de membres du personnel de l'Institut possédant une expertise en matière, soit de statistique (méthodologie, collecte), soit d'accès aux documents et de protection des renseignements personnels (conseiller juridique), auxquels s'adjoint une personne experte en éthique.

Depuis 1998, le Comité d'éthique de l'Institut apporte sa collaboration quant à l'application du régime particulier de confidentialité de l'Institut. Relevant du directeur général, le Comité d'éthique traite, au cas par cas et du point de vue du participant aux enquêtes, les effets des obligations légales relatives à la confidentialité dans le cadre de tout projet mené par l'Institut.

L'Institut a, le 14 octobre 2009, institué le Comité de la confidentialité et de la sécurité de l'information (CCSI), lequel est constitué conformément au paragraphe 2 de l'article 2 du *Règlement sur la diffusion de l'information et la protection des renseignements personnels*.

Le CCSI relève directement du directeur général de l'Institut. Il est chargé de soutenir celui-ci dans l'exercice de ses responsabilités relatives à l'accès à l'information, à la sécurité et à la protection des renseignements personnels.

Source :
Secrétariat et Affaires juridiques.

3. Cette reddition de comptes est effectuée en vertu du Plan d'action pour la protection des renseignements personnels, adopté en 1999 par le Conseil des ministres.

L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

En vertu de l'article 53.1 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1), le rapport annuel d'un ministère ou d'un organisme doit contenir, sous une rubrique particulière, un compte rendu des résultats obtenus par rapport aux objectifs d'un programme d'accès à l'égalité ou d'un plan d'embauche pour les personnes handicapées, ainsi qu'aux objectifs d'embauche des diverses composantes de la société québécoise.

DONNÉES GLOBALES

EMBAUCHE TOTALE AU COURS DE LA PÉRIODE DE 2010-2011

	Réguliers*	Occasionnels**	Étudiants	Stagiaires
Nombre total de personnes embauchées	25	35	13	7
Embauche d'intervieweurs (0 à 35 heures)	0	161	0	0
Total		241		

* Les données sur l'embauche du personnel régulier n'incluent que les recrutements.

** Les données sur l'embauche du personnel occasionnel n'incluent que les nouvelles entrées en fonction durant la période visée, ce qui exclut les employés occasionnels sur les listes de rappel ainsi que les employés déjà en fonction et dont le contrat est renouvelé.

NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS EN PLACE EN DATE DU 31 MARS 2011

Effectif régulier	200
Effectif occasionnel et étudiant	283 (152 intervieweurs)
Effectif total (personnes)	483

GROUPE CIBLE : MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET PERSONNES HANDICAPÉES

TAUX D'EMBAUCHE PAR TYPE DE GROUPES CIBLES ET PAR STATUT D'EMPLOI EN 2010-2011

Statuts d'emploi	Embauche totale	Nombre d'embauches de membres de groupes cibles				Taux d'embauche par statut d'emploi* (%)
		Communautés culturelles	Anglophones	Autochtones	Personnes handicapées	
Réguliers	25	4	1	0	0	20 %
Occasionnels	35	4	0	0	1	14 %
Étudiants	13	2	0	0	0	15 %
Stagiaires	7	1	0	0	0	14 %
Total	80	11	1	0	1	16 %

* Le taux d'embauche par statut d'emploi est calculé selon le nombre total de personnes issues du groupe visé dans un statut donné, par rapport à l'embauche totale de l'année dans le statut d'emploi. Le taux n'inclut pas les intervieweurs.

> **RAPPEL DE L'OBJECTIF D'EMBAUCHE :** atteindre un taux d'embauche annuel de 25 % des nouveaux employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires provenant de communautés culturelles, d'anglophones, d'autochtones et de personnes handicapées, afin de hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

Pour 2010-2011, l'objectif d'embauche de membres de groupes cibles n'a pas été atteint. Toutefois, le taux d'embauche par statut d'emploi progresse et se situe à 16 % en 2010-2011, comparativement à 11 % en 2009-2010.

Notons que trois nouveaux employés réguliers, issus de communautés culturelles, se sont joints à l'équipe de Québec en 2010-2011.

TAUX D'EMBAUCHE GLOBAL DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES* PAR STATUT D'EMPLOI : RÉSULTATS COMPARATIFS

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants	Stagiaires	Total
	%				
2010-2011	20	14	15	14	16
2009-2010	--	11	10	17	11
2008-2009	20	7	8	11	10
2007-2008	25	16	30	0	18
2006-2007	60	10	20	100	18

* Taux d'embauche global des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées. Le taux n'inclut pas les intervieweurs.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Groupes cibles	2009		2010		2011	
	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)
Communautés culturelles	15	7,5 %	17	9,0 %	20	10,0 %
Autochtones	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Anglophones	3	1,5 %	3	1,6 %	4	2,0 %
Personnes handicapées	3	1,5 %	3	1,6 %	3	1,5 %
Total	21	10,5 %	23	12,3 %	27	13,5 %

> RAPPEL DES OBJECTIFS :

- pour les membres des groupes cibles, atteindre l'objectif gouvernemental de 9 % de l'effectif régulier.
- Pour les personnes handicapées, atteindre la cible ministérielle de 2 % de l'effectif régulier.

> RÉSULTATS : le taux de représentativité total dépasse encore cette année l'objectif gouvernemental. Il atteint 13,5 % pour l'exercice 2010-2011.

**TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF OCCASIONNEL :
RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE**

Groupes cibles	2009		2010		2011	
	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)
Communautés culturelles	8	6,7 %	13	9,0 %	9	7,2 %
Autochtones	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Anglophones	0	0,0 %	1	0,7 %	1	0,8 %
Personnes handicapées	1	0,8 %	1	0,7 %	3	2,4 %
Total	9	7,5 %	15	10,5 %	13	10,4 %

**TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER :
RÉSULTATS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI À LA FIN DE MARS 2011**

Groupes cibles	Personnel d'encadrement		Personnel professionnel*		Personnel technicien		Personnel de bureau		Personnel ouvrier		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Communautés culturelles	1	5,0	18	14,0	1	2,7	0	0	0	0	20	10,0
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Anglophones	0	0,0	4	3,1	0	0	0	0	0	0	4	2,0
Personnes handicapées	0	0,0	3	2,3	0	0	0	0	0	0	3	1,5
Total	1	5,0	25	19,4	1	2,7	0	0	0	0	27	13,5
Effectif régulier total	20		129		37		14		0		200	

* Y compris les ingénieurs, avocats, notaires, conseillers en gestion des ressources humaines, enseignants, médecins et dentistes.

GROUPE CIBLE : FEMMES

TAUX D'EMBAUCHE DES FEMMES EN 2010-2011 PAR STATUT D'EMPLOI

	Personnel régulier	Personnel occasionnel	Personnel étudiant	Personnel stagiaire	Total
Nombre de femmes embauchées	16	22	8	2	48
Pourcentage par rapport au nombre total de personnes embauchées en 2010-2011	64,0 %	62,7 %	61,5 %	28,6 %	60,0 %

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS L'EFFECTIF RÉGULIER À LA FIN DE MARS 2011

	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel*	Personnel technicien	Personnel de bureau	Personnel des agents de la paix	Personnel ouvrier	Total
Nombre total d'employés réguliers	20	129	37	14	0	0	200
Nombre de femmes ayant le statut d'employée régulière	10	68	23	13	0	0	114
Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier total de la catégorie	50,0 %	52,7 %	62,2 %	92,9 %	0,0 %	0,0 %	57,0 %

* Y compris les ingénieurs, avocats, notaires, conseillers en gestion des ressources humaines, enseignants, médecins et dentistes.

MESURES OU ACTIONS FAVORISANT L'EMBAUCHE, L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI

L'exercice de reddition de comptes est l'occasion de faire état des différentes actions ou mesures mises en place dans les ministères et organismes afin de favoriser la gestion de la diversité.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ À L'INTENTION DES PERSONNES HANDICAPÉES (PDEIPH)

2010-2011

Nombre de nouveaux participants au PDEIPH accueillis au cours de l'année (cohorte de 2010)

0

Nombre de projets soumis au Centre de services partagés du Québec dans le cadre du PDEIPH (en prévision des cohortes débutant en 2011)

1

AUTRES MESURES OU ACTIONS

2010-2011

Mesure ou action

Groupes cibles visés

Nombre de personnes visées

Plan de développement des ressources humaines

Tous

33

Programme d'accueil et d'intégration

Tous

3

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF

Le *Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif* introduit l'obligation de faire état dans le *Rapport annuel de gestion*, des actions entreprises à l'égard de l'allègement de la réglementation ainsi que l'élimination ou l'assouplissement d'exigences administratives. Cette section décrit l'atteinte des engagements rattachés au plan stratégique ou au plan d'action gouvernemental en cette matière.

Dans le cadre de ses enquêtes, l'Institut de la statistique du Québec a rejoint en 2010-2011 quelque 155 000 citoyens et 67 000 entreprises.

Sur la base de l'objectif numéro 3 du *Plan stratégique 2009-2014*, l'Institut cherche à réduire le fardeau des citoyens et des entreprises participant aux enquêtes.

La progression de trois indicateurs – l'utilisation de données existantes, la consolidation des demandes des ministères et organismes et le volume d'enquêtes utilisant différents modes de collecte – confirment l'engagement de l'organisme en faveur de l'allègement réglementaire et administratif.

Dans le même sens, l'Institut allège le fardeau des entreprises en réduisant la taille des questionnaires comme en font foi, les résultats du *Plan d'action de développement durable 2008-2013* exposés dans ce rapport.

Sources :

Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ÉTHIQUE

RÉSULTATS EN REGARD DE L'ÉTHIQUE ET DE LA DÉONTOLOGIE À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Le directeur général de l'Institut est tenu de respecter les dispositions prévues au *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics*.

Ce règlement a pour objet de préserver et de renforcer le lien de confiance des citoyens dans l'intégrité et l'impartialité de l'administration publique, de favoriser la transparence au sein des organismes et entreprises du gouvernement.

AUTRES CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

L'Institut attache une grande importance aux valeurs d'impartialité, de professionnalisme, de transparence et de respect de la confidentialité. L'organisme adhère aux principes fondamentaux de la statistique officielle adoptés par la Commission économique pour l'Europe (Organisation des Nations unies – ONU).

La répondante en éthique, M^{me} Caroline St-Pierre, directrice des ressources humaines, a été nommée en juin 2010. Elle est consultée sur diverses problématiques d'ordre éthique. Ces interventions visent à accompagner et faciliter une prise de décision éclairée.

Aucun manquement en éthique n'a été constaté au cours de l'année 2010-2011.

RÉALISATIONS DU COMITÉ D'ÉTHIQUE

Président : Pierre Durand

Le Comité d'éthique de l'Institut a le mandat de se prononcer, de manière indépendante, sur les aspects éthiques de tout projet⁴ impliquant des personnes⁵ ou utilisant des renseignements personnels et soumis à son évaluation.

En 2010-2011, les membres du Comité d'éthique se sont réunis à 9 occasions pour examiner la demande d'évaluation éthique de 12 nouveaux projets dont certains sont des reconductions d'enquêtes longitudinales. Dans tous les cas, le responsable du projet a été invité à venir présenter sa demande d'évaluation du projet.

Plusieurs projets ont fait l'objet de plus d'une évaluation éthique. Certains projets ayant subi des modifications importantes, dans d'autres cas, le responsable désirait bénéficier d'une consultation additionnelle auprès du Comité d'éthique afin d'éclaircir certains points ou faisant face à des imprévus soulevant des questions éthiques.

Les membres du Comité d'éthique ont observé de nouveau des améliorations importantes dans la rédaction de la lettre d'information au participant et des ententes entre l'Institut et ses partenaires.

Le *Précis d'évaluation éthique*, adopté en juillet 2009, est actuellement en révision. Une nouvelle version est prévue pour l'année 2011. Le formulaire d'éthique intitulé *Demande d'évaluation (formulaire d'éthique)* fait également l'objet d'une révision prévue au cours de l'année 2011. Les membres du Comité d'éthique ont assisté à des activités de formation. Ils ont également reçu des formations spécialisées du personnel de l'Institut.

Le Comité d'éthique s'est fait un devoir de rencontrer le plus grand nombre possible d'employés de l'Institut afin de faire connaître son mandat et de mettre en place des procédures susceptibles de garantir que les travaux exécutés soient conformes aux règles et aux normes reconnues en éthique.

La plus grande préoccupation du Comité d'éthique demeure la protection du participant contre tout risque associé à un projet. Le Comité d'éthique continuera ses efforts de sensibilisation auprès du responsable de projet quant à l'importance d'un consentement libre et éclairé et de la lettre d'information claire et concise sollicitant une participation à une enquête.

4. Est considéré comme un projet toute étude, analyse, enquête ou recherche.

5. Sont considérées comme personnes tous sujets humains, cadavres, restes humains, tissus, liquides organiques, gamètes, embryons ou fœtus, cadavres, restes humains.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'Institut de la statistique du Québec occupe des locaux à Québec et à Montréal. L'organisme est un client de la Société immobilière du Québec (SIQ) en vertu d'ententes d'occupation. En conséquence, la SIQ répond pour l'Institut en ce qui a trait à l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics. Les indicateurs d'efficacité et les résultats sont fournis par la SIQ.

Depuis quelques années, l'Institut possède un système de visioconférence. Cet équipement permet de minimiser les déplacements de ses employés entre Québec et Montréal. Compte tenu de la forte utilisation et de l'efficacité de cet outil en termes d'économie de temps, d'argent et de consommation énergétique, l'Institut a procédé à l'installation, en 2010-2011, d'un deuxième système de visioconférence.

En ce qui concerne la consommation de carburant, l'Institut n'a pas de véhicule qui lui appartienne ou en location à long terme. Les employés de l'Institut voyagent quasi exclusivement en train ou en autobus entre Québec et Montréal. Par diverses mesures, l'Institut favorise l'utilisation du transport en commun.

Enfin, l'Institut, par la tenue de nombreuses activités de sensibilisation, notamment dans le cadre de la campagne Défi Climat et la diffusion régulière de capsules d'information dans l'intranet, demeure un partenaire actif dans la lutte aux changements climatiques.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

APPLICATION DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Conformément à la politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration, l'Institut assure le suivi de sa politique adoptée en avril 2004. Cette politique a valeur de directive interne que tous doivent respecter. Elle est diffusée de façon permanente dans l'intranet, afin de la faire connaître à l'ensemble des membres du personnel.

C'est en français que se déroulent les communications avec la clientèle à moins qu'un citoyen demande à être servi en anglais. Le français est la langue de travail, celle des normes d'achat ainsi que celle des règles concernant les technologies de l'information.

Tous les documents destinés à une large diffusion, tels que les publications et les communiqués de presse, font l'objet d'une révision linguistique.

Des ouvrages de référence, imprimés et informatisés, ainsi que plusieurs capsules de chroniques linguistiques dans l'intranet sont également mis à la disposition du personnel qui a la responsabilité de contribuer à l'amélioration de la qualité de la langue à l'Institut.

Au cours de cette période, dans la perspective de l'Institut de maintenir le taux de réponse qui assure la représentativité des participants aux enquêtes, plusieurs questions ont été soulevées quant à l'application de la politique linguistique.

En 2010-2011, une révision de la politique linguistique de l'Institut a été entamée afin de clarifier certains points liés à son application. Les travaux se poursuivront en 2011-2012 et tiendront également compte de la nouvelle politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Secrétariat et Affaires juridiques.

POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

Au cours de l'été 2008, l'Institut a procédé à une analyse de la tarification appliquée aux services rendus à sa clientèle. Pour ce faire, l'Institut a établi un coût de revient de ses produits basé sur une logique de comptabilité par activité. La grille tarifaire vise le recouvrement des coûts reliés à la production de biens et services faisant l'objet de demandes spécifiques de sa clientèle.

Ces travaux permettent ainsi à l'Institut de se conformer à la *Politique de financement des services publics* annoncée lors du dépôt du budget 2009-2010. Cette politique vise à améliorer le financement des services publics pour en maintenir la qualité et à s'assurer de la transparence et de la reddition de comptes relative au processus tarifaire.

En 2010-2011, la production tarifée de biens et services a rapporté à l'Institut 15,5 millions de dollars tandis que les coûts reliés à ces services ont atteint 17,4 millions de dollars. La différence représente la participation financière de l'Institut à ces projets. Dans ce contexte, le niveau de financement a atteint 89,1 %.

Pour l'année 2011-2012, l'Institut souhaite augmenter le niveau de financement des services tarifés à 90 %. À l'automne 2010, la grille tarifaire a été revue. Celle-ci a été maintenue au même niveau pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2011 et indexée de 1,27 % au 1^{er} avril 2011 conformément à la *Politique de financement des services publics*.

Source :
Direction générale adjointe aux services à la gestion.

RÈGLES POUR LES BONIS AU RENDEMENT

Les ministères et les organismes ont à rendre compte des bonis versés aux cadres et aux titulaires d'un emploi supérieur à temps plein au cours de l'exercice financier 2010-2011 pour la période d'évaluation du rendement du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010.

En 2010-2011, 10 bonis au rendement ont été versés au personnel cadre de l'Institut pour la période d'évaluation du rendement effective du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010 pour un montant global de 42 429\$. Aucun boni n'a été versé au directeur général de l'Institut, seul titulaire d'un emploi supérieur à temps plein au sein de l'organisation.

BONIS AU RENDEMENT ACCORDÉS EN 2010-2011 POUR LA PÉRIODE D'ÉVALUATION DU RENDEMENT DU 1^{ER} AVRIL 2009 AU 31 MARS 2010

	Nombre de bonis au rendement	Montant total (\$)
Cadres	10	42 429
Titulaire d'un emploi supérieur à temps plein	—	—
Total	10	42 429

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Institut de la statistique du Québec (l'Institut) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Institut, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



Stéphane Mercier
Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

Québec, le 21 juin 2011

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut de la statistique du Québec, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011, les états des résultats, de l'excédent cumulé et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut de la statistique du Québec au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.



Le vérificateur général du Québec,
Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 21 juin 2011

**RÉSULTATS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

	2011	2010
Produits		
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec	13 926 800 \$	14 322 500 \$
Services rendus	15 449 110	12 726 129
Autres produits	32 639	57 486
	29 408 549	27 106 115
Charges		
Traitements et charges sociales	23 682 676	22 270 986
Honoraires professionnels	1 086 502	1 261 656
Loyers	2 100 236	1 976 566
Services et fournitures informatiques	750 762	521 091
Achats de données statistiques	459 312	382 806
Communications	527 471	518 176
Frais de déplacement et de séjour	370 685	256 437
Frais de bureau	182 830	174 645
Impression	236 934	204 753
Frais de formation	169 812	267 856
Amortissement des immobilisations corporelles	776 242	552 407
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	13 663
Autres charges	157 750	35 020
	30 501 212 \$	28 436 062 \$
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(1 092 663 \$)	(1 329 947 \$)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

	2011	2010
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	2 176 963 \$	3 506 910 \$
Insuffisance des produits sur les charges	(1 092 663)	(1 329 947)
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	1 084 300 \$	2 176 963 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BILAN
AU 31 MARS 2011

	2011	2010
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 596 539 \$	4 959 897 \$
Placements temporaires (note 3)	720 717	302 547
Créances	2 836 038	4 719 639
Travaux en cours	2 725 706	1 431 801
Frais payés d'avance	353 287	446 789
	8 232 287	11 860 673
Immobilisations corporelles (note 4)	2 687 546	2 011 165
	10 919 833 \$	13 871 838 \$
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus	1 604 623 \$	1 467 189 \$
Produits reportés	2 469 263	4 737 303
Indemnités de vacances dues aux employés	2 007 462	1 995 862
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à court terme (note 6)	11 535	11 061
	6 092 883	8 211 415
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 6)	36 543	48 078
Provision pour congés de maladie (note 7)	3 706 107	3 435 382
	9 835 533	11 694 875
EXCÉDENT CUMULÉ	1 084 300	2 176 963
	10 919 833 \$	13 871 83 \$

ENGAGEMENTS (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers



Directeur général
de l'Institut de la statistique du Québec

**FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

	2011	2010
Activités d'exploitation		
Insuffisance des produits sur les charges	(1 092 663 \$)	(1 329 94 \$)
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	776 242	552 407
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	13 663
Augmentation de la provision pour congés de maladie	270 725	363 809
	(45 696)	(400 068)
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
Variation des créances	1 883 601	(3 222 277)
Variation des travaux en cours	(1 293 905)	24 878
Variation des frais payés d'avance	93 502	(143 173)
Variation des charges à payer et frais courus	38 976	(82 434)
Variation des produits reportés	(2 268 040)	2 138 578
Augmentation des indemnités de vacances dues aux employés	11 600	303 030
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	(1 579 962)	(1 381 466)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 354 165)	(1 301 029)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(1 354 165)	(1 301 029)
Activités de financement		
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(11 061)	(901)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(11 061)	(901)
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 945 188)	(2 683 396)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	5 262 444	7 945 840
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (note 8)	2 317 25 \$	5 262 444 \$

Un montant de 98 458\$ pour l'acquisition d'immobilisations corporelles est inclus dans les charges à payer et frais courus au 31 mars 2011 (111 991\$ au 31 mars 2010).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers



Directeur général
de l'Institut de la statistique du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Institut de la statistique du Québec, constitué en vertu de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (L.R.Q., chapitre I-13.011), a pour mission de fournir des informations statistiques qui sont fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la présentation de ses états financiers, l'Institut utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de l'Institut par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les indemnités de vacances dues aux employés ainsi que la provision pour congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds de caisse, des soldes bancaires, le cas échéant, déduction faite des chèques en circulation, et des placements susceptibles de réalisation relativement rapide dont l'échéance est de trois mois ou moins de la date d'acquisition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatation des produits

Les produits de prestation de services sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux. Les travaux en cours comprennent les honoraires et les déboursés non facturés aux clients à la valeur nette de réalisation. Les produits reportés se composent de travaux facturés à l'avance. Une perte sur contrat est constatée dès que l'Institut détermine que le projet sera non rentable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les équipements informatiques loués en vertu d'un contrat de location-acquisition sont comptabilisés au coût, c'est-à-dire à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail, diminués des frais accessoires qu'ils renferment. L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile aux taux annuels suivants :

	%
Améliorations locatives	20
Ameublement	20
Développement informatique	20
Équipement	33 1/3
Équipement informatique	25
Logiciels	25
Système téléphonique	33 1/3
Outil de collecte	33 1/3
Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	20

NOTES COMPLÉMENTAIRES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Dépréciation d'actifs à long terme

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Institut de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux puisque l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congé de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

3. PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût et sont constitués de fonds de valeurs du marché monétaire canadien. Le taux d'intérêt de ces placements rachetables se situe entre 1,2% et 1,3 %.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

			2011	2010
	Coût	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
Améliorations locatives	1 773 822 \$	965 585 \$	808 237 \$	720 665 \$
Ameublement	629 309	433 211	196 098	204 830
Développement informatique	5 020 163	5 020 163	-	-
Équipement	46 279	44 487	1 792	3 759
Équipement informatique	2 474 036	1 309 207	1 164 829	709 484
Logiciels	596 111	291 826	304 285	309 711
Système téléphonique	247 931	239 603	8 328	3 676
Outil de collecte	176 507	19 561	156 946	-
	10 964 158	8 323 643	2 640 515	1 952 125
Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	60 040	13 009	47 031	59 040
	11 024 198 \$	8 336 652 \$	2 687 546 \$	2 011 165 \$

5. MARGE DE CRÉDIT AUTORISÉE

L'Institut dispose d'un crédit rotatif de 2 000 000\$ auprès du Fonds consolidé du revenu. Les avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et viennent à échéance le 31 mars 2013. Au 31 mars 2011, aucune avance n'avait été contractée. (0\$ en 2010).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

6. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	2011	2010
4,2 %, remboursable en versements mensuels de 1 111 \$, comprenant capital et intérêts, échéant en février 2015	48 078 \$	59 139 \$
Moins capital compris dans le passif à court terme	11 535	11 061
	36 543 \$	48 078 \$

Les paiements minimums futurs aux termes du contrat de location-acquisition de même que la valeur actuelle des effets à payer au 31 mars 2011 sont les suivants :

Total de paiements minimums futurs	52 224 \$
Moins partie représentant les intérêts	4 146
	48 078 \$

Les paiements minimums futurs au cours des quatre prochains exercices se chiffrent à :

- > 13 334 \$ en 2012
- > 13 334 \$ en 2013
- > 13 334 \$ en 2014
- > 12 222 \$ en 2015

NOTES COMPLÉMENTAIRES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les taux de cotisation de l'Institut au RREGOP, au RRPE et au RRAS ont été respectivement de 8,19 %, 10,54 % et 10,54 % de la masse salariale cotisable du 1^{er} avril au 31 décembre 2010 et de 8,69 %, 11,54 % et 11,54 % du 1^{er} janvier au 31 mars 2011.

Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 189 912 \$ (1 090 964 \$ en 2010). Les obligations de l'Institut envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

	2011	2010
Solde au début	3 435 382 \$	3 071 573 \$
Charge de l'exercice	1 351 750	1 726 861
Prestations versées au cours de l'exercice	(1 081 025)	(1 363 052)
Solde à la fin	3 706 107	3 435 382

NOTES COMPLÉMENTAIRES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS *(suite)*

L'Institut dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'Institut.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquels ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'Institut. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2011 :

	RRPE, RRAS	RREGOP	2010
Taux de croissance de la rémunération	2,75%	3,25%	3,25 %
Taux d'actualisation	3,82%	4,82%	4,11 % et 5,12 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	8 ans	18 ans	8 ans et 18 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

8. FLUX DE TRÉSORERIE

	2011	2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	1 596 539 \$	4 959 897 \$
Placements temporaires (note 3)	720 717	302 547
	2 317 256 \$	5 262 444 \$

9. ENGAGEMENTS

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ), l'Institut s'est engagé à fournir une contribution financière initiale totale de 2 400 000\$ à compter de 2004, soit un montant annuel de 300 000\$ jusqu'en décembre 2012. Le solde de cet engagement au 31 mars 2011 est de 300 000\$.

Conformément à une entente de partenariat concernant le fonctionnement de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), l'Institut s'est engagé à fournir une contribution financière initiale totale de 2 368 527\$ répartie sur trois ans, soit un montant annuel de 789 509\$ jusqu'en mars 2012. Le solde de cet engagement au 31 mars 2011 est de 789 509\$.

L'Institut loue des locaux auprès de la Société immobilière du Québec. En vertu de l'entente d'occupation entre les deux parties, le loyer annuel de l'Institut est de 2 036 771\$ pour la période allant du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2014.

NOTES COMPLÉMENTAIRES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'Institut est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

Les opérations avec ces apparentés incluses dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange se répartissent comme suit :

	2011	2010
Services rendus	14 192 563 \$	11 781 031 \$
Charges de fonctionnement	3 065 034	2 605 572
Créances	2 448 819	4 468 603
Travaux en cours	2 526 268	1 343 533
Frais payés d'avance	193 950	202 881
Charges à payer et frais courus	164 755	300 841
Produits reportés	2 220 092	4 688 452
Traitements et charges sociales	858 874	791 021

L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2011.

LISTE DES ENQUÊTES

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES INDIVIDUS ET DES MÉNAGES

- > Enquête auprès des artistes québécois en arts visuels
- > Enquête auprès des danseurs et chorégraphes québécois
- > Enquête auprès des écrivaines et des écrivains du Québec
- > Enquête québécoise sur l'expérience de soins
- > Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2010-2011
- > Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement
- > Enquête sur les habitudes tabagiques des Québécois
- > Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ)
- > Étude sur la satisfaction de la clientèle à l'égard des services Web du Registre des droits personnels et réels mobiliers
- > Étude sur la satisfaction de la clientèle du registre des droits personnels et réels mobiliers

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES ENTREPRISES – ENTREPRISES PRIVÉES ET INSTITUTIONS

- > Enquête auprès des courtiers en valeurs mobilières
- > Enquête auprès des distributeurs et diffuseurs de livres du Québec, 2009
- > Enquête minière du Québec (volet annuel – investissement)
- > Enquête minière du Québec (volet annuel – production)
- > Enquête minière du Québec (volet préliminaire – production et investissement)
- > Enquête minière du Québec (volets mensuel et trimensuel)
- > Enquête statistique sur les acquisitions d'œuvres d'art au Québec
- > Enquête sur l'activité des fonds communs de placement au Québec
- > Enquête sur l'apiculture au Québec
- > Enquête sur l'innovation dans le secteur de la fabrication au Québec
- > Enquête sur la fréquentation d'établissements d'hébergement du Québec
- > Enquête sur la fréquentation des institutions muséales
- > Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec
- > Enquête sur la fréquentation des terrains de camping au Québec
- > Enquête sur la mise en marché de la pomme du Québec, Récolte 2009

- > Enquête sur la pomme de terre, écoulement de la récolte 2009
- > Enquête sur la pomme de terre, ensemencement en 2010
- > Enquête sur la pomme de terre, Récolte 2010
- > Enquête sur la rémunération globale (ERG)
- > Enquête sur la superficie récoltée, la production et la valeur des légumes de conserve, 2010
- > Enquête sur la vente de livres neufs au Québec (volets édition, librairie et distribution)
- > Enquête sur le recrutement et l'emploi au Québec
- > Enquête sur les cultures à conserve retenues par contrat
- > Enquête sur les projections cinématographiques
- > Enquête sur les sociétés de fiducie, de prêts hypothécaires ou d'épargne
- > Enquête sur les statistiques avicoles (volets poussins de type ponte, poussins de type chair et dindonneaux)

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES ENTREPRISES – MUNICIPALITÉS ET ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

- > Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture
- > Enquête sur les dépenses des municipalités au titre de la culture
- > Enquête sur les dépenses en recherche, science, technologie et innovation au sein de l'administration publique québécoise
- > Enquête sur les projets d'investissement au Québec (données provisoires 2010 et perspectives 2011)
- > Enquête sur les projets d'investissement au Québec (données réelles – 2009)
- > Enquête sur les statistiques financières des établissements d'enseignement collégial et universitaire, 2010
- > Enquête sur les statistiques trimestrielles des finances municipales

AUTRES ACTIVITÉS

- > Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles du Québec 2010
- > Répertoire sur les entreprises actives en R-D industrielle
- > Cartagène – Transfert de coordonnées
- > Registre des naissances, décès et mariages
- > Collecte d'épreuves ministérielles pour l'ELDEQ – été 2010
- > Étude sur le climat organisationnel à l'Institut de la statistique du Québec
- > Étude sur la sensibilisation à la démarche gouvernementale de développement durable



annexes



94 ANNEXE 1 – LISTE DES PUBLICATIONS

98 ANNEXE 2 – LISTE DES ARTICLES PARUS DANS LES PÉRIODIQUES
DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

ANNEXE 1 – LISTE DES PUBLICATIONS

BIOALIMENTAIRE

- > Bulletin Agro-Flash
- > Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire, édition 2010
- > [Nouveau] Profil sectoriel de l'industrie horticole, édition 2009

COMMERCE EXTÉRIEUR

- > Commerce international des marchandises du Québec (trimestriel)
- > Les études d'impact économique : deux exemples, édition 2010

COMPARAISONS ÉCONOMIQUES

- > Le Québec dans le monde. Statistiques économiques internationales
- > [Nouveau] Revue de la littérature du secteur des sciences de la vie
- > Tableau statistique canadien

COMPTES ÉCONOMIQUES

- > Bulletin Flash, Investissements publics et privés. Perspectives québécoises 2011
- > Comptes économiques des revenus et dépenses, édition 2010
- > Comptes économiques du Québec (trimestriel)
- > Produit intérieur brut par industrie au Québec (mensuel)
- > Produit intérieur brut régional par industrie au Québec, 2009
- > Stat-Express. Bulletin hebdomadaire des indicateurs économiques conjoncturels

CONDITIONS DE VIE ET BIEN-ÊTRE

- > Portrait social du Québec. Données et analyses, édition 2010

CULTURE ET COMMUNICATIONS

- > [Nouveau] La balance commerciale de produits culturels
- > [Nouveau] Le modèle québécois des industries culturelles
- > [Nouveau] Optique Culture

- > [Nouveau] Sources et méthodes pour les estimations de la balance commerciale de produits culturels
- > Statistiques en bref
- > Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante
- > [Nouveau] Un livret 10^e anniversaire – Dix ans d'observation de la culture

DÉMOGRAPHIE

- > Coup d'œil sociodémographique
- > Le bilan démographique du Québec, édition 2010

DÉVELOPPEMENT DURABLE

- > [Nouveau] Les comptes de l'environnement et l'approche par capitaux pour appuyer la mesure du développement durable au Québec
- > [Nouveau] Revue de la littérature sur les comptes de matières résiduelles solides

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

- > Comparaison interprovinciale des principaux indicateurs économiques 1991-2009
- > Courtage de détail en valeurs mobilières (trimestriel)
- > Emploi et rémunération de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, décembre 2010
- > Emploi et rémunération de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, 1991-2009
- > Flux et stock de capital et indice d'intensité capitalistique de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, 1991-2009
- > PIB et indice de concentration géographique de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, données provisoires et révisées 2009
- > PIB et indice de concentration géographique de l'industrie des services financiers, par région métropolitaine de recensement (RMR) du Québec, 1997-2008
- > Fonds communs de placement au Québec (trimestriel)

MINES

- > Bulletin Mines en chiffres pour l'année 2009

RÉGIONS

- > Bulletin statistique régional, édition 2010
- > Panorama des régions du Québec, édition 2010

SANTÉ

- > [Nouveau] Enquête québécoise sur la qualité des services de lutte contre le cancer, 2008 : Portrait statistique des personnes ayant reçu un traitement
- > [Nouveau] Enquête québécoise sur la qualité des services de lutte contre le cancer, 2008 : Recueil statistique
- > [Nouveau] Les jeunes québécois à table, rapport sur les repas et collations – Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes – nutrition (2004)
- > Rapports de la collection : ÉLDEQ 1998-2010
- > [Nouveau] Santé mentale et bien-être des adultes québécois : un aperçu à partir de quelques indicateurs-clés – Portrait chiffré
- > [Nouveau] Santé mentale et bien-être des adultes québécois : une synthèse pour soutenir l'action
- > [Nouveau] Vivre avec une incapacité au Québec
- > Zoom santé

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INFORMATION

- > Compendium d'indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec, édition 2010
- > [Nouveau] Les petits exécutants de R-D au Québec. Rapport d'enquête
- > S@voir.stat. Bulletin de l'économie du savoir
- > [Nouveau] La mesure de l'entrepreneuriat. Rapport d'étude

SECTEUR MANUFACTURIER

- > Le manufacturier en bref

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- > Annuaire québécois des statistiques du travail. Portrait des principaux indicateurs des conditions et de la dynamique du travail
- > Bulletin – Coup d'œil sur l'ERG
- > Flash-info Travail et rémunération
- > [Nouveau] La répartition des employés réguliers à plein temps
- > [Nouveau] Participation des immigrants au marché du travail au Québec en 2009
- > Rémunération des salariés. État et évolution comparés, 2010
- > Résultats de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec – Collecte 2010
- > Résultats de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec – Collecte 2009

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

- > Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise 2010-2011
- > Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise 2011-2012
- > [Nouveau] Document de principes sur la qualité dans les enquêtes
- > [Nouveau] Enquête sur les flux des marchandises
- > Le Québec chiffres en main, édition 2011
- > Québec Handy Numbers, 2011 Edition
- > Modification aux municipalités – Bulletin mensuel
- > Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2011-2012
- > Rapport annuel de gestion 2009-2010
- > [Nouveau] Revue des méthodes de mesure de la productivité factorielle

ANNEXE 2 – LISTE DES ARTICLES PARUS DANS LES PÉRIODIQUES DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

AGRO FLASH

- > Juin 2010 : Évolution des recettes monétaires des agriculteurs en 2009
- > Mars 2011 : Évolution des recettes monétaires des agriculteurs en 2010

BULLETIN FLASH

- > Juillet 2010 : L'industrie aérospatiale québécoise : étude comparative
- > Décembre 2010 : Évolution du marché du travail dans les MRC
- > Décembre 2010 : Revenu personnel 2010
- > Mars 2011 : Investissements privés et publics. Perspectives 2011

CAPSULES : TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- > Avril 2010 : Évolution du taux du salaire minimum au Québec et au Canada de 2000 à 2010
- > Mai 2010 : La rémunération dans l'administration municipale
- > Décembre 2010 : Le recul de l'activité économique au Québec survenue en 2009 affecte davantage les immigrants que les natifs
- > Janvier 2011 : Bref regard sur les nouveaux retraités au Québec et ailleurs au Canada. Résultats cumulés pour 2008 et 2009
- > Mars 2011 : Évolution du pouvoir d'achat chez les Québécoises entre 1997 et 2009 : une situation contrastée

COMMERCE INTERNATIONAL DES MARCHANDISES

- > Volume 11, numéro 1 : Le mode de transport des exportations
- > Volume 11, numéro 2 : Évolution des exportations
- > Volume 11, numéro 3 : Évolution des exportations
- > Volume 11, numéro 4 : Désaisonnalisation du commerce international : développements récents

COUP D'ŒIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE

- > Numéro 4: Faits saillants sur les dépenses des ménages en 2007
- > Numéro 5: La scolarité selon les régions: un portrait contrasté
- > Numéro 6: Survol de la migration interrégionale au Québec en 2009-2010
- > Numéro 7: Faits saillants sur les conditions des logements et l'équipement ménager au Québec en 2008
- > Numéro 8: Un bref regard sur l'évolution démographique des municipalités au Québec depuis 2000

COUP D'ŒIL SUR L'ERG

- > L'Enquête sur la rémunération globale au Québec: une enquête sur la rémunération unique, édition 2011

DONNÉES SOCIODÉMOGRAPHIQUES EN BREF

- > Volume 14, numéro 3: La migration interprovinciale au Québec, 2000-2009
- > Volume 14, numéro 3: Indicateurs de la victimisation criminelle au Québec en 2004
- > Volume 15, numéro 1: Les personnes qui se marient au Québec: d'où viennent-elles et avec qui se marient-elles?
- > Volume 15, numéro 1: Une analyse décortiquée de la mobilité à Montréal
- > Volume 15, numéro 1: Les modalités de participation au marché du travail et le faible revenu
- > Volume 15, numéro 2: Comment les femmes et les hommes vivant seuls dépensent-ils leur argent?
- > Volume 15, numéro 2: L'évolution du revenu et de ses composantes entre 2000 et 2008, selon la présence ou non d'un faible revenu
- > Volume 15, numéro 2: Des revenus de placements en nette diminution depuis un quart de siècle

FLASH-INFO TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- > Volume 11, numéro 2: La croissance salariale au Québec chez les salariés syndiqués en 2008 et 2009
- > Volume 11, numéro 2: Croissance de l'emploi salarié selon les industries en 2009 et depuis 1991
- > Volume 11, numéro 3: Les intentions des travailleurs âgés de 50 ans et plus quant à leur retraite: une comparaison Québec-Ontario
- > Volume 11, numéro 3: Les échelles salariales dans le secteur privé

- > Volume 12, numéro 1 : Les trois niveaux d'analyse du marché du travail
- > Volume 12, numéro 1 : La durée des vacances en 2010 : résultats tirés de l'*Enquête sur la rémunération globale* au Québec
- > Volume 12, numéro 1 : Quels sont les groupes les plus touchés par les mises à pied en 2009 et 2010 compte tenu du contexte du marché du travail?

RAPPORTS DE LA COLLECTION ELDEQ 1998-2010

- > Volume 4, fascicule 4 : Diversité et mouvance familiales durant la petite enfance
- > Volume 5, fascicule 1 : Les milieux de garde de la naissance à 8 ans : utilisation et effets sur le développement des enfants
- > Volume 5, fascicule 2 : Le sommeil : un acteur méconnu dans le développement du jeune enfant

MINES EN CHIFFRES

- > L'investissement minier au Québec en 2009

OPTIQUE CULTURE

- > Numéro 1 : L'assistance aux films québécois sous la barre de 10 %

PORTRAITS & TRAJECTOIRES

- > Numéro 10 : Quand becquer bobo ne suffit pas. Les blessures au cours de l'enfance
- > Numéro 11 : Qui sont les usagers peu ou pas satisfaits à l'égard des services de santé ou des services sociaux reçus?

S@VOIR.STAT. BULLETIN DE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

- > Volume 10, numéro 2 : L'activité de R-D industrielle au Québec en 2007
- > Volume 10, numéro 3 : Les publications scientifiques en SNG et l'importance de la collaboration
- > Volume 10, numéro 4 : L'aide fiscale du gouvernement du Québec pour la R-D industrielle
- > Volume 11, numéro 1 : Les technologies de pointe dans le secteur de la fabrication du Québec en 2007
- > Volume 11, numéro 2 : Utilisation d'Internet à des fins personnelles au Québec en 2009

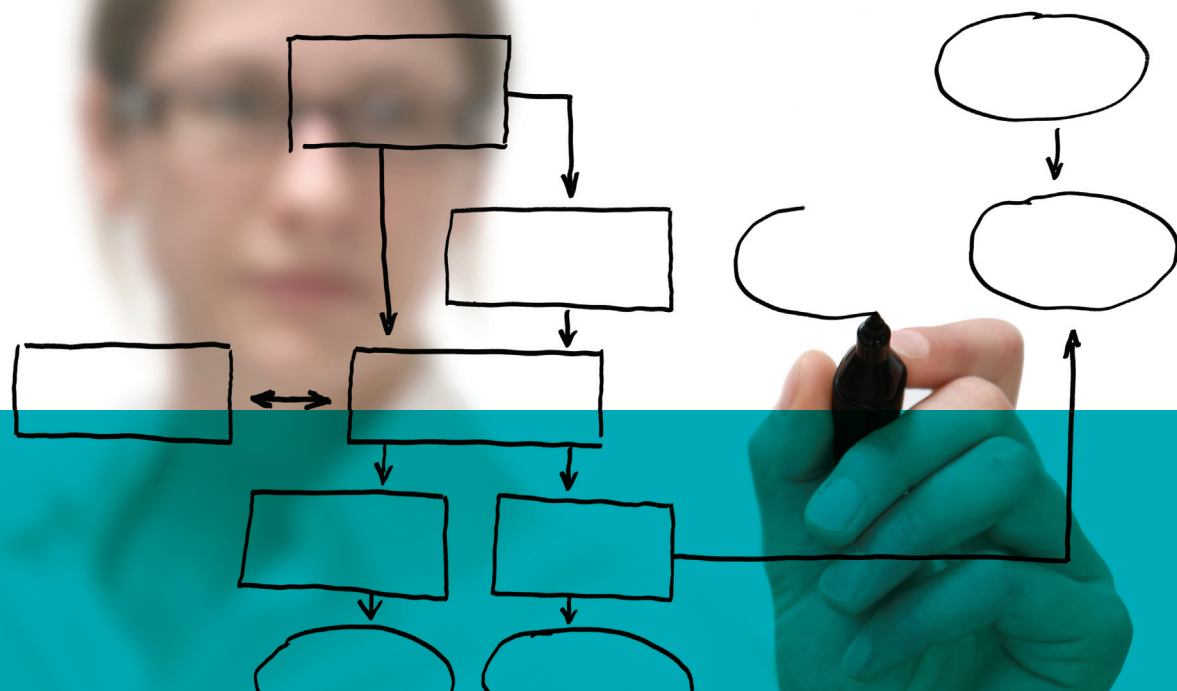
STATISTIQUES EN BREF

- > Numéro 59: La fréquentation des institutions muséales au Québec en 2009
- > Numéro 60: Production multimédia au Québec : portrait des établissements en 2007-2008
- > Numéro 61: Ventes d'enregistrements sonores au Québec : Les albums québécois maintiennent leur vente en 2009
- > Numéro 62: Analyse du marché du DVD au Québec, 2005-2009
- > Numéro 63: Ventes de livres en 2008 : les éditeurs du Québec maintiennent leur part de marché, les distributeurs reculent
- > Numéro 64: Profil de l'industrie québécoise des services techniques aux producteurs de films, d'émissions de télévision et de publicité
- > Numéro 65: Les ventes de livres reprennent de la vigueur en 2009
- > Numéro 66: Les professions de la culture et des communications au Québec en 2006
- > Numéro 67: La fréquentation des arts de la scène en 2009
- > Numéro 68: Les dépenses culturelles des municipalités en 2008
- > Numéro 69: Les acquisitions d'œuvres d'art des musées, des entreprises et des institutions en 2008-2009
- > Numéro 70: Les directeurs et directrices de la culture et des communications

ZOOM SANTÉ

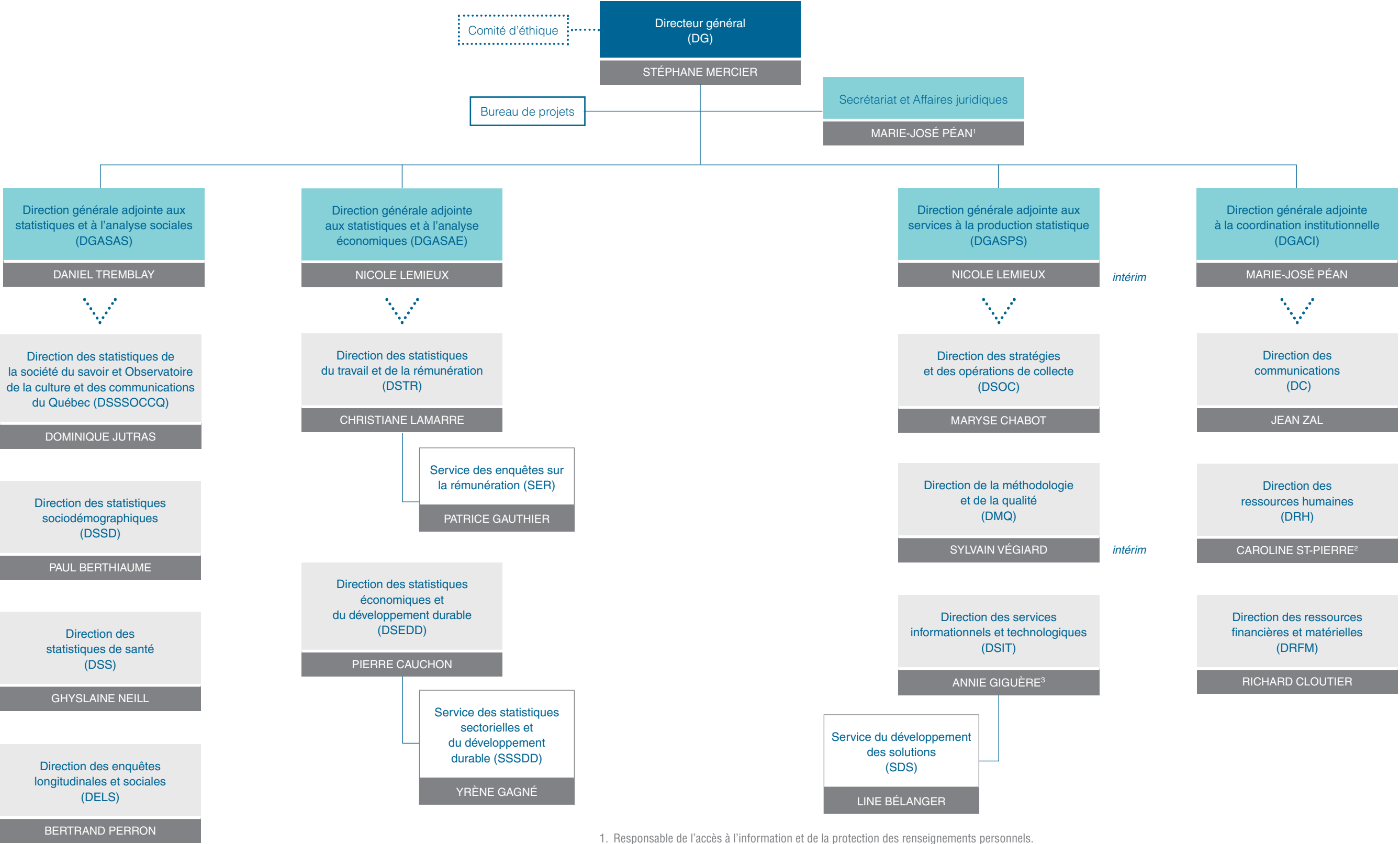
- > Numéro 21: Les Québécoises atteintes du cancer du sein sont-elles informées, soutenues et traitées avec respect? Le point de vue des patientes
- > Numéro 22: Les Québécois atteints du cancer colorectal sont-ils informés, soutenus et traités avec respect? Le point de vue des patients
- > Numéro 23: Les Québécois atteints du cancer de la prostate sont-ils informés, soutenus et traités avec respect? Le point de vue des patients
- > Numéro 24: Les Québécois atteints d'un problème de santé chronique entraînant des limitations d'activités sont-ils satisfaits des services de santé et des services sociaux reçus?

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC



ORGANIGRAMME
AU 31 MARS 2011


INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC



1. Responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.
2. Responsable de l'éthique.
3. Responsable de la sécurité de l'information



INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC



SOMMAIRE DES RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

> ENJEU 1 INNOVATION POUR UN SYSTÈME STATISTIQUE QUÉBÉCOIS INTÉGRÉ**> ORIENTATION 1 STIMULER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE GOUVERNANCE NOVATRICE EN MATIÈRE DE STATISTIQUES OFFICIELLES****1. Intensifier les efforts pour anticiper la connaissance statistique nécessaire pour le Québec**

Nombre et nature des tribunes pertinentes où l'Institut est présent	3	10
Nombre de participants aux consultations d'anticipation	541 organisations participantes	772 organisations participantes
Nature des domaines de connaissance couverts	8 nouveaux thèmes	13 nouveaux thèmes
Volume et nature des activités de veille et de recherche et développement	221 activités de veille	208 activités de veille

2. Consolider le système de statistiques officielles dans une perspective de complémentarité et de cohérence

Nombre et nature des activités de consolidation	31	35
---	-----------	-----------

3. Alléger les demandes d'information auprès des citoyens et des entreprises

Volume de production statistique réalisée à partir de sources de données existantes	244 publications ou tableaux	439 publications ou tableaux
Nombre d'enquêtes qui consolident des demandes d'information provenant de plus d'un ministère ou organisme	15 enquêtes	18 enquêtes
Volume d'enquêtes utilisant le multimodal, adapté à la réalité du répondant	89 %	91 %

4. De concert avec les partenaires, assurer la disponibilité des données nécessaires à la production statistique

Volume des sources de données disponibles	n.d.	1 014
Nombre d'ententes garantissant l'approvisionnement de données à long terme	21	20

> ENJEU 2 SATISFACTION DES BESOINS DE CONNAISSANCES STATISTIQUES POUR L'ÉPANOUISSEMENT DU QUÉBEC**> ORIENTATION 2 RÉPONDRE EFFICACEMENT À UNE DEMANDE CARACTÉRISÉE PAR LA COMPLEXITÉ ET LA DIVERSITÉ****5. Miser sur des produits et des services permettant à nos clients de réagir à la dynamique évolutive des besoins de la société**

Volume d'utilisation des produits et services de l'Institut	> 112 ententes > 77 présentations (congrès, colloques) > 1 091 691 sessions Web > 475 670 consultations des publications électroniques	> 107 ententes > 71 présentations (congrès, colloques) > 1 199 784 sessions Web > 476 652 consultations des publications électroniques
Couverture médiatique des travaux de l'Institut	2 108 mentions	2 594 mentions

6. Maintenir la qualité et la neutralité de notre information statistique

Pourcentage des demandes traitées dans le délai fixé	> 93 % CID > 100 % (services d'accès aux données à des fins de recherche)	> 95 % CID > 100 % (services d'accès aux données à des fins de recherche)
--	--	--

Taux de conformité aux dates de publication annoncées	74,1 %	62,8 %
Taux de réponse aux enquêtes d'envergure	Ratio de l'évolution des taux de réponse: 100,25	Ratio de l'évolution des taux de réponse: 103,67

7. Assurer un accès convivial à l'information statistique en misant sur les nouvelles technologies

Nombre et nature de modes de prestation de services	7 nouveaux services	4 nouveaux services
Taux de satisfaction des utilisateurs des services d'accès	91,9 % (site Web)	---

8. Maximiser l'exploitation des données par des tiers à des fins de recherche et de prise de décision

Nombre et nature de projets d'exploitation secondaire de données	42 projets	41 projets
Nombre de banques de données utilisées	85 banques de données	79 banques de données
Nombre d'alliances en vue de permettre l'exploitation de données	4 alliances	24 alliances

> ENJEU 3 QUALITÉ ET AGILITÉ ORGANISATIONNELLE

> ORIENTATION 3 SE DÉMARQUER EN TANT QU'ORGANISATION DE HAUT SAVOIR, MODERNE ET RESPECTUEUSE DE SES RESSOURCES

9. Assurer la disponibilité de l'expertise

Taux de vulnérabilité des emplois	24 %	21 %
Nombre de jours de formation et de recherche et développement par ETC	5,88 jours de formation par ETC	3,80 jours de formation par ETC
Pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement	4,3 %	3,1 %
Taux de roulement du personnel eu égard aux emplois vulnérables	2,78 %	0,92 %

10. Maintenir la mobilisation et la motivation du personnel afin de relever nos défis

Taux de satisfaction des employés	---	93 %
Taux d'absentéisme	4,79 %	3,84 %
Taux de participation des employés aux activités de mobilisation et de motivation	100 %	100 %

11. Reconnaître la contribution des ressources humaines au succès de l'organisation

Nombre et nature des activités de reconnaissance tenues	6 types d'activités	8 types d'activités
Taux des évaluations de rendement effectuées	53,3 %	66 %
Taux d'application des recommandations émises par les employés	Le Comité de qualité de vie au travail a été mis en place en janvier 2010	100 %

12. Disposer de l'information de gestion intégrée propice à la prise de décision

Degré d'avancement des travaux	Révision de 4 processus	Révision de 4 processus
--------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

13. Optimiser la gestion des risques, des opérations et des projets en s'inspirant des meilleures pratiques

Degré d'avancement des travaux	7 processus	4 chantiers
--------------------------------	--------------------	--------------------

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui
pour le Québec de demain

« L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise. »